

La FRANCE

dans la Globalisation

Bref état des lieux

Crédit Agricole-Caisse Régionale

3 avril 2008

Michel H. Bouchet



(c) Ceram-Global Finance Center

La Globalisation

☞ **Extension de l'économie de marché à toute activité de production et d'échange de biens et services dans le monde entier**

☞ **4 vecteurs convergents:**

- 1. libéralisation commerciale et financière,**
- 2. prépondérance des « flux » sur les « stocks »**
- 3. progrès technologique dans les NTIC avec la prévalence de l'immatériel, et donc des activités de services, et**
- 4. pays émergents dynamiques et compétitifs**

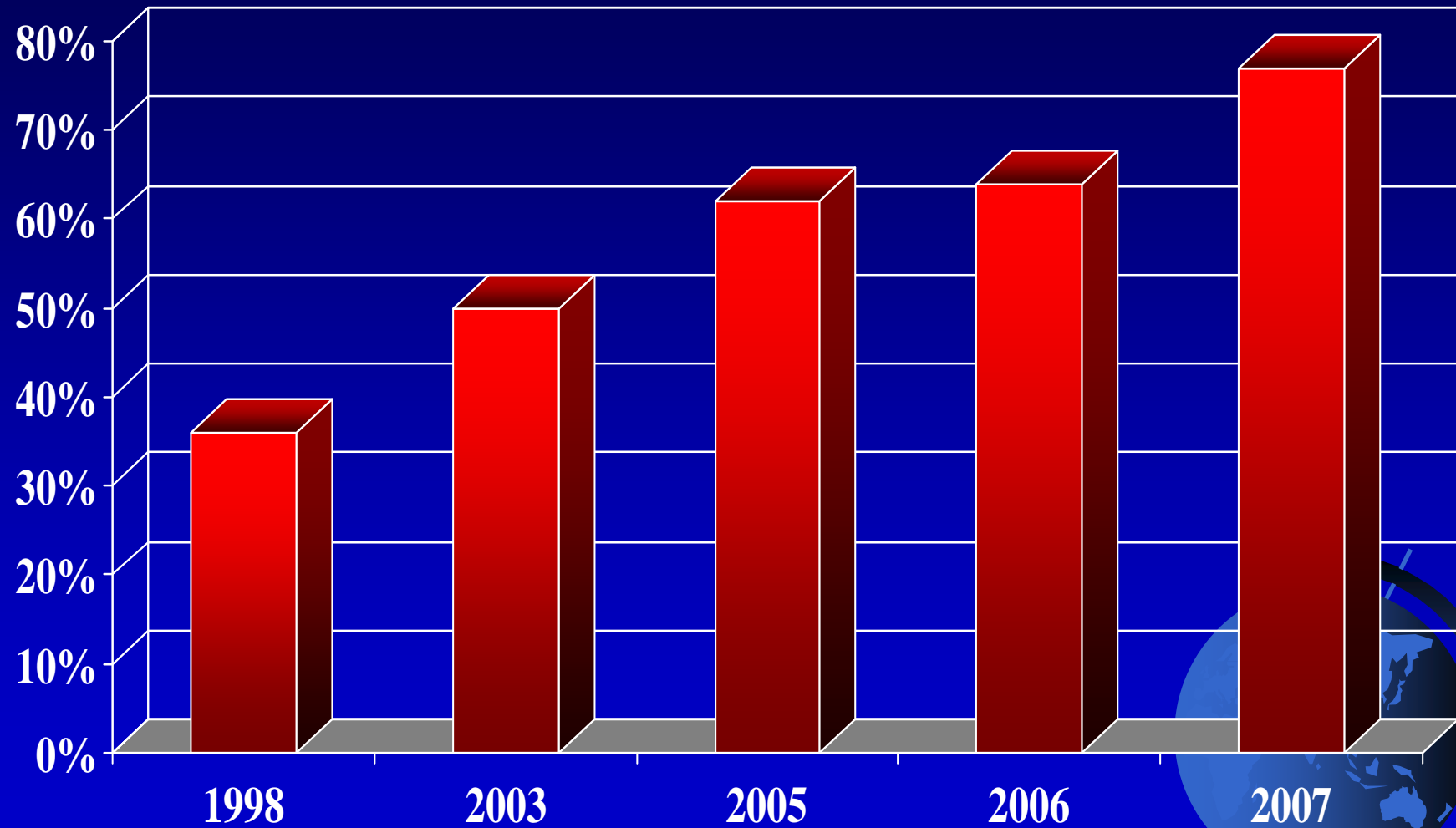


1. La Globalisation : phénomène anxiogène Une spécificité française?

Seulement 35% des Français considèrent que l'économie de marché
capitaliste est le meilleur système (>50% aux USA, Allemagne ou
Espagne)



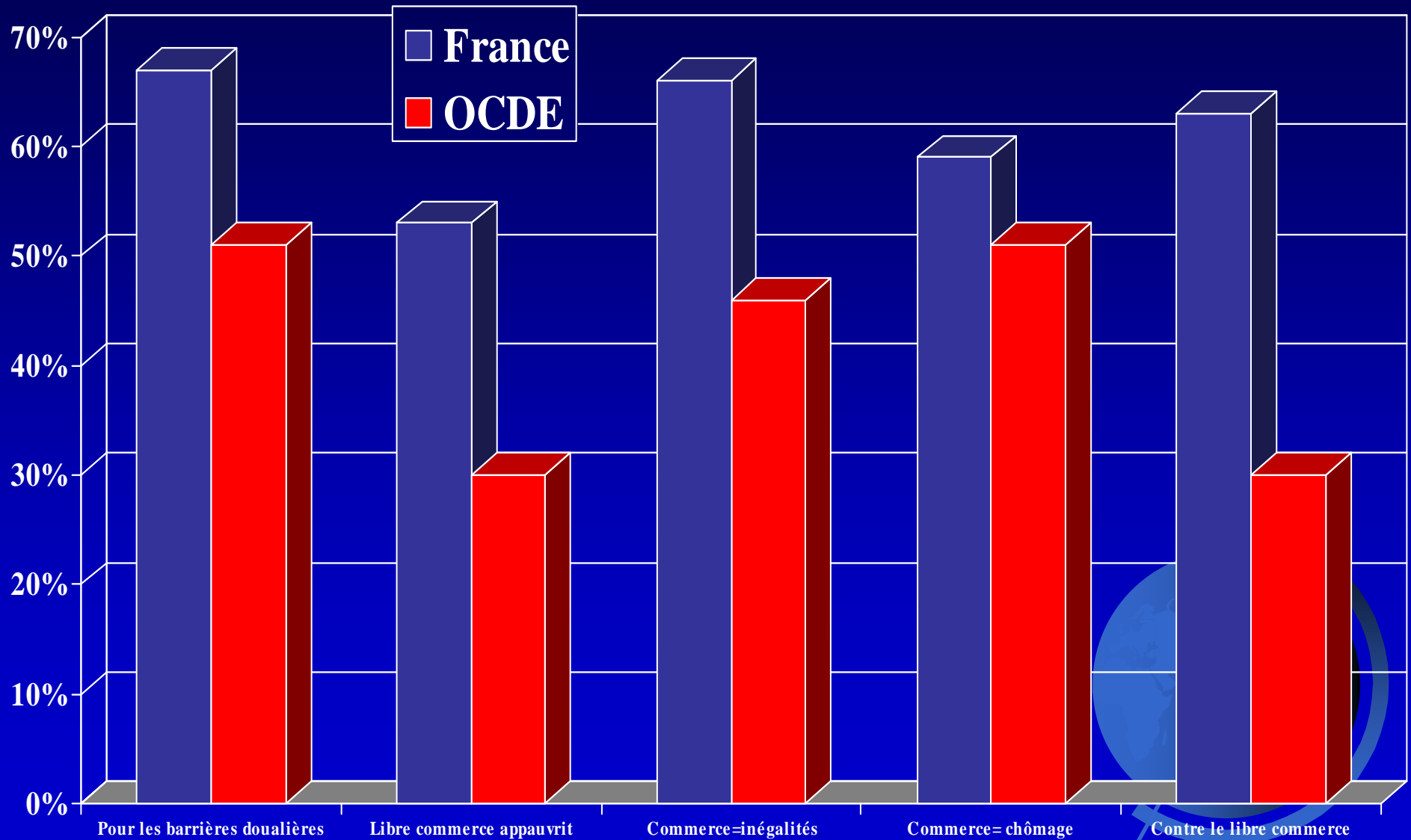
« La mondialisation est plutôt une **mauvaise chose** pour les Français »



Sondages CSA-Challenges 12/2005 et Eurobaromètre 2006 et mai 2007

(c) Ceram-Global Finance Center

Survey German Marshall Fund: *Making Globalization Work, October 2007*



La Globalisation = Opportunités + Contraintes

- ☞ Taux d'intérêt bas
- ☞ Inflation sous contrôle
- ☞ Liquidités abondantes
- ☞ Information vite accessible et gratuite
- ☞ Ouverture commerciale
- ☞ Progrès technologique dynamique
- ☞ Recul de la pauvreté dans de nombreux pays

- ☞ Volatilité des prix, des taux et des mouvements de capitaux
- ☞ Flambée spéculative du prix des matières premières et du pétrole
- ☞ Pression sur les salaires
- ☞ « Solidarité forcée » entre concurrents stratégiques pour le financement du déficit US et le soutien du dollar
- ☞ **Contrainte de flexibilité et de réactivité: l'inertie interdite!**

La France n'a jamais créé autant d'entreprises (322,000), elle n'a jamais exporté autant, les prix à la consommation restent « modérés », les investissements directs n'ont jamais été aussi importants ni les emplois induits, la démographie est dynamique, le niveau de productivité est un des plus hauts de l'OCDE...

Menaces de décrochage : Modèle socio-économique européen versus modèle américain?

1. Explication **macro-économique et structurelle**? manque de résilience aux chocs exogènes, déficit budgétaire et phénomène d'éviction, gains de productivité insuffisants, pression fiscale excessive, et libéralisation insuffisante des services et de l'emploi
2. Différences dans les **préférences collectives**? loisirs contre revenu, et blocage institutionnel avec conflit entre objectifs de croissance et de cohésion sociale
3. Insuffisance de la demande due à des **politiques monétaires et budgétaires restrictives**? politique économique incapable de gérer la transition systémique et d'en amortir le coût social
4. **Intégration** inachevée de l'Europe? incapacité à réaliser les réformes nationales nécessaires, et manque de leadership du couple France-Allemagne



2. La France dans l'économie mondiale: un bref état des lieux



Poids relatif de la France dans l'économie globale?

- 1% de la population mondiale
- 1,3% des réserves officielles de change
 - 2,9% du PIB mondial
- 4,4% des exportations mondiales
 - 4,9% des quotas du FMI
- 1° destination touristique au monde (82 millions)
- 5° puissance commerciale mondiale
 - PIB per capita: 16° (\$35,000)

- Indice de Globalisation = n°23/62
- Indice de perception de la corruption = n°19/163
- Indice de Compétitivité = n°18/125
 - Rang IDH-PNUD = n°10/177



Le « Global Top Ten »

Indice de Globalisation (AT Kearney)

- ➔ Intégration économique (IDE + commerce)
- ➔ Connectivité technologique
- ➔ Mouvements de population (tourisme, transferts...)
- ➔ Engagements politico-diplomatiques

1. Singapour
2. Suisse
3. USA
4. Irlande
5. Danemark
6. Canada
7. Pays-Bas
8. Australie
9. Autriche
10. Suède
12. Royaume-Uni
18. Allemagne
19. Malaisie
- 23. France**



3. Les défis de la France face à la globalisation

➤ I- Les défis macroéconomiques

➤ II. Le défi de la compétitivité

➤ III - 1- Les défis microéconomiques: productivité

➤ III - 2- Les défis microéconomiques: coût et intensité du travail

➤ IV- Le défi de l'attractivité



I- Les défis macro-économiques



(c) Ceram-Global Finance Center

Une situation macroéconomique **contrastée**

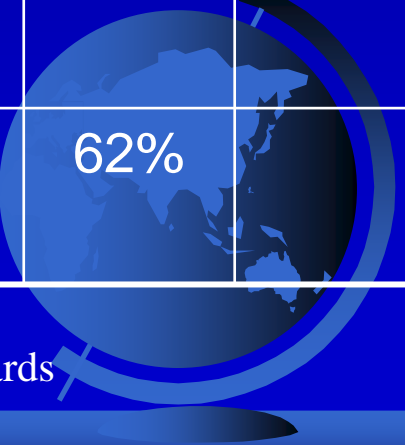
1. **Croissance tirée par la consommation des ménages soutenue par le recul du chômage et par un pouvoir d'achat (RDB) encouragé par des mesures fiscales, par le reflux de l'inflation et par le crédit à la consommation (et par l' « effet richesse » de l'immobilier)**
2. **Déficit limité de la balance des paiements courants**
3. **Territoire attractif pour des flux dynamiques d'IDE et de touristes**
4. **Niveau de productivité élevé**

1. **Croissance économique continue mais sans éclat, taux d'épargne faible (14,7% du PIB), taux d'investissement/PIB stable (20%)**
2. **Taux de croissance de la productivité faible et en déclin**
3. **Taux de chômage encore élevé (8%),**
4. **Niveau élevé des dépenses publiques/PIB (53%) et des prélèvements obligatoires (44% du PIB) avec fort ratio de dette/PIB (65%)**
5. **Déficit commercial récent mais en croissance rapide**



Situation macro-économique en 2008?

	France	RU	Espagne	Italie	Allemagne	USA	Chine
Δ PIB	1,4%	1,6%	1,8%	0,3%	1,4%	0,5%	9,3%
Δ Inflation	3,5%	2,6%	4,1%	3%	2,4%	3,5%	4%
Chômage	7,5%	3%	8,5%	6,6%	7,8%	5,5%	4%
CC/PIB	-1,9%	-3%	-9,7%	-2,4%	+5,7%	-4,5%	+10%
Budget/PIB	-2,8% *	-2,6%	+ 0,8%	-3%	0%	-5%	-1,5%
Dettes/PIB	64%	45%	40%	106%	65%	62%	

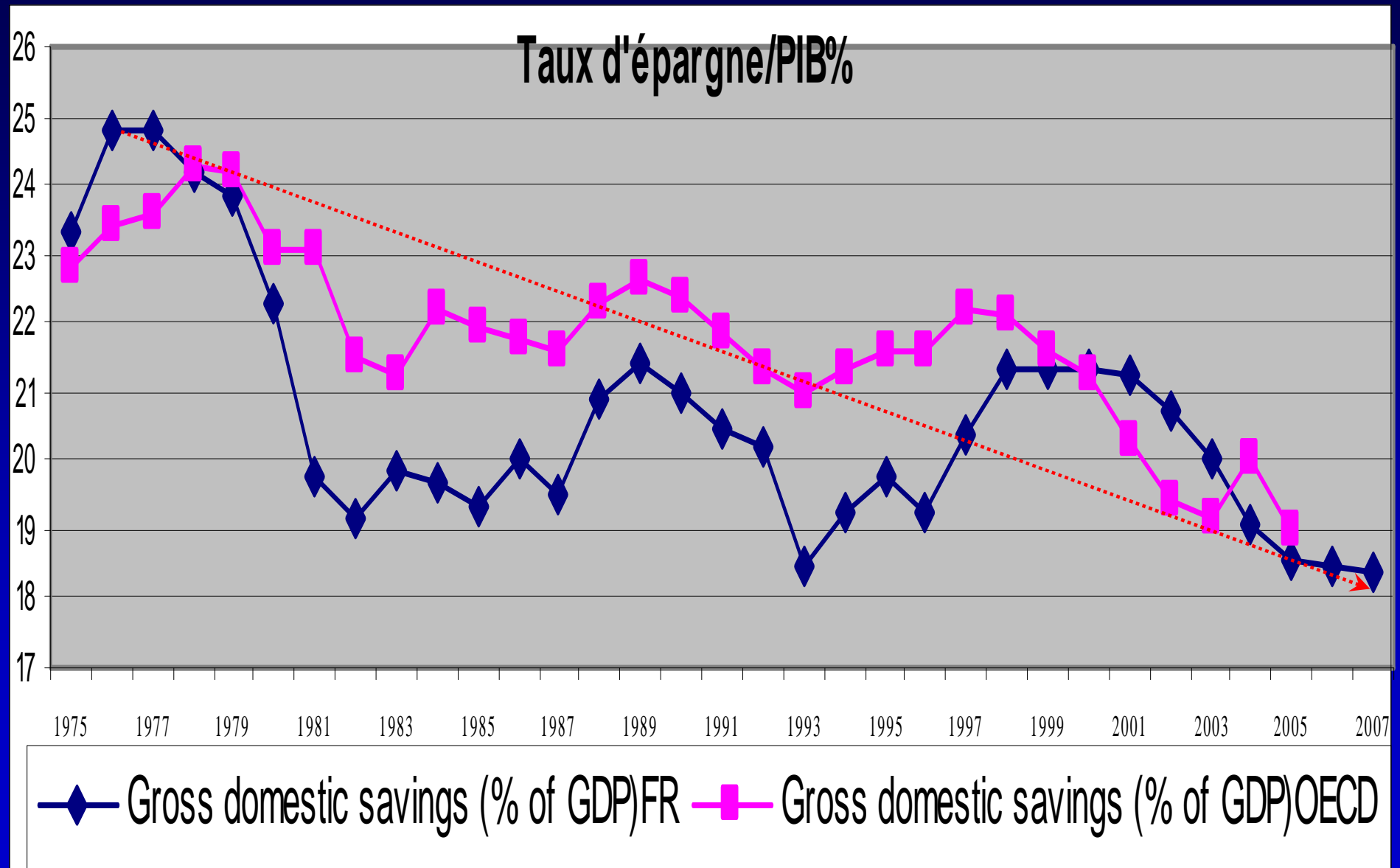


* Déficit de l'État 2007-08 = €40 milliards et charges de la dette publique: €42 milliards

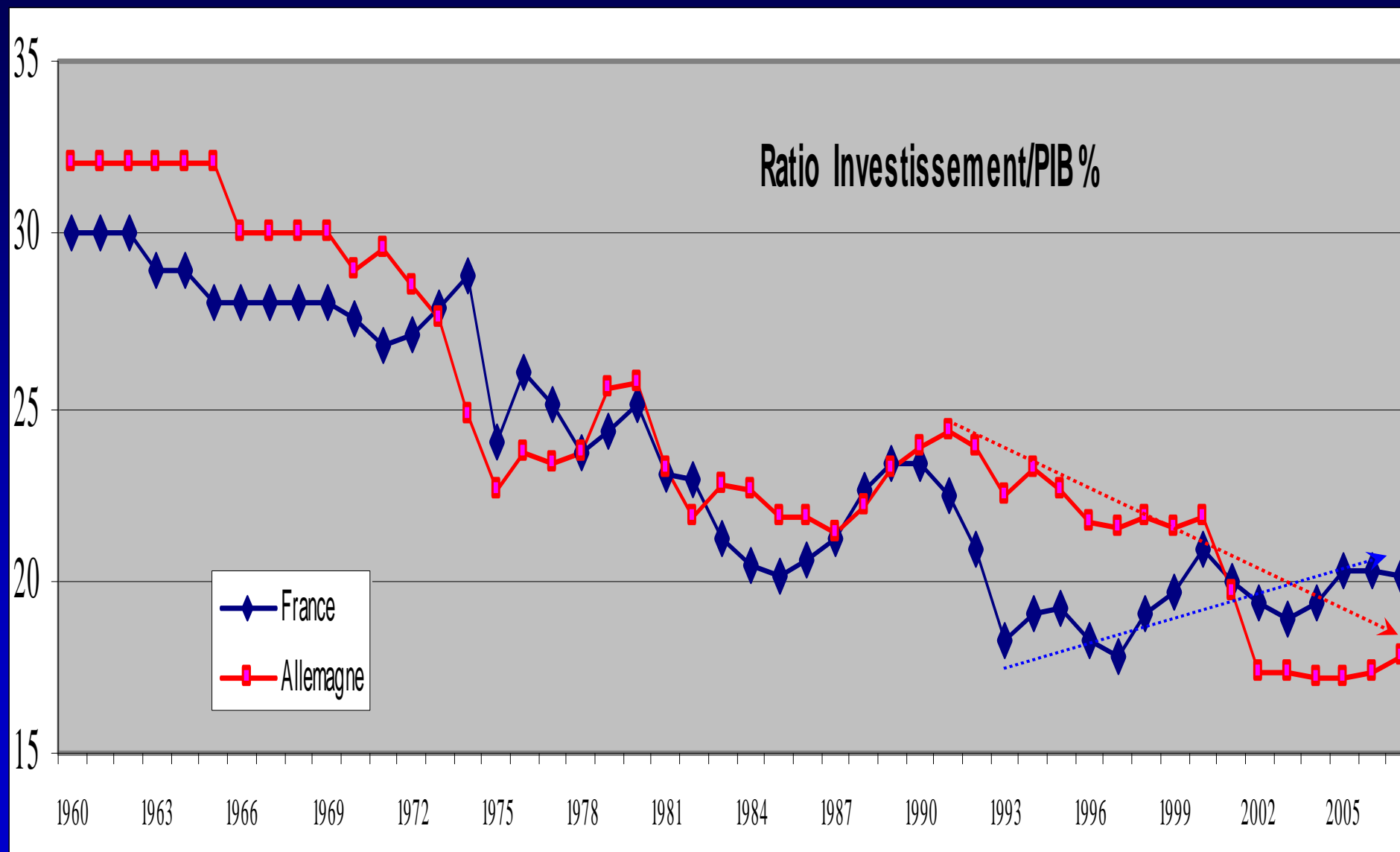
Les « fondamentaux macro-économiques »

- Malgré un niveau de chômage toujours élevé, et un pouvoir d'achat stable, **la consommation des ménages** joue un rôle moteur, par la désépargne et la hausse du crédit (70% du revenu, vs 135% aux USA et en Espagne, ou 110% en Allemagne)
- **Le secteur des Services** (72% du PIB) et **les dépenses publiques** (53% du PIB) jouent un rôle-clé de soutien de la croissance au prix d'un déficit budgétaire (2,5%) et d'un niveau d'endettement public élevé (64% du PIB)
- **Les exportations** sont dynamiques (aéronautique, BTP, ferroviaire, biens d'équipement, agro-alimentaire) mais ne compensent pas la forte hausse des importations de produits énergétiques, et restent concentrées sur l'UE, creusant le déficit commercial à - €38 milliards en 2007

Diminution tendancielle de l'épargne en France



L'arrêt de l'érosion du ratio I/PIB en France depuis 97 traduit un dynamisme de l'investissement qui, avec un taux d'épargne en baisse, creuse le déficit extérieur



Deux modèles de croissance divergents

☞ France

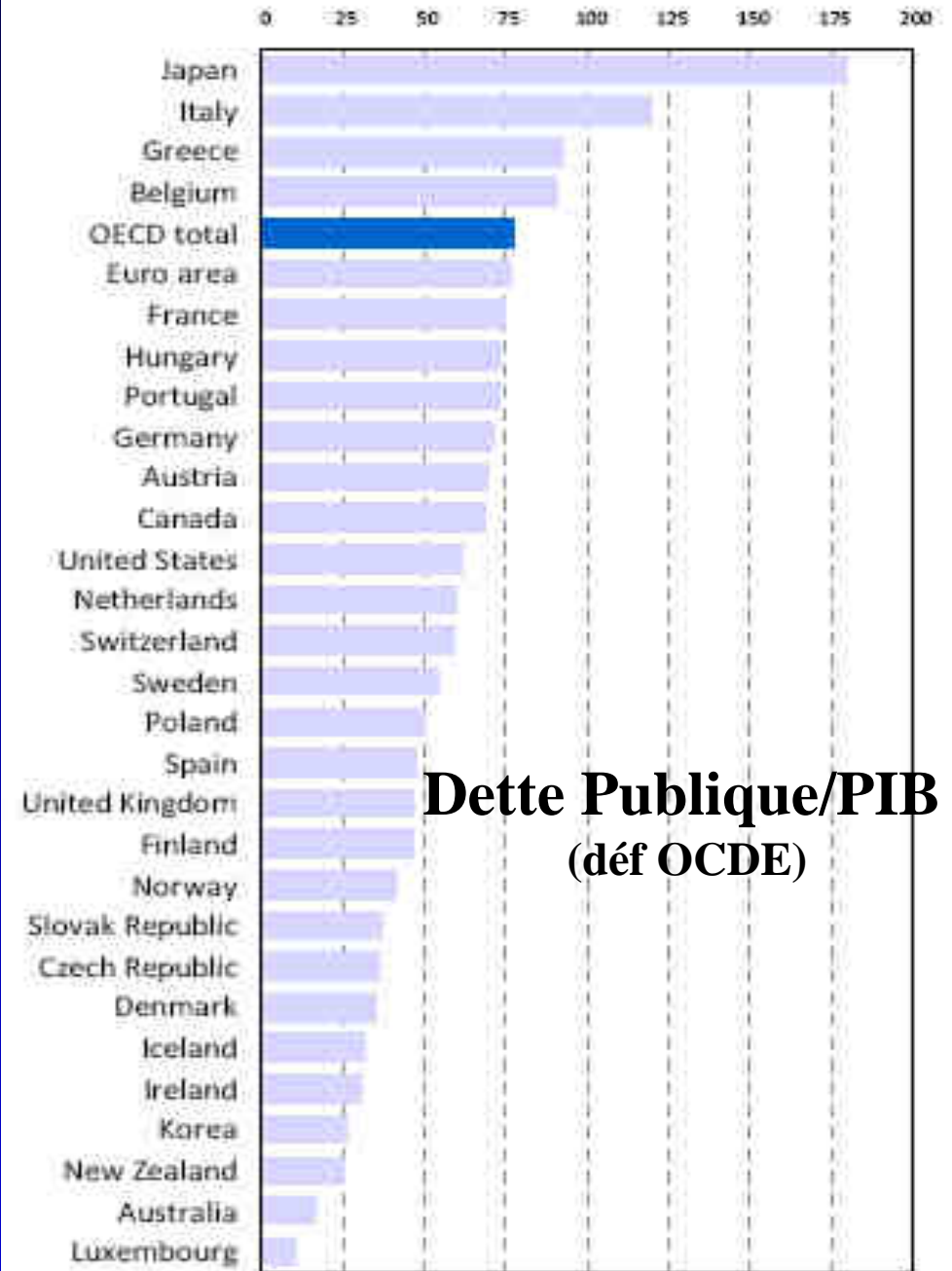
- Croissance tirée par les services (tourisme) et la demande des ménages
 - R&D faible
- Taux de croissance des rémunérations > taux de croissance de la productivité
- Forte sensibilité à la demande des ménages, donc au crédit et à la politique monétaire, au niveau d'épargne, aux prix de l'immobilier et au secteur de la construction
- Deux tiers des exportations sur zone UE et déficits structurels en provenance des pays émergents d'Asie

☞ Allemagne

- Croissance tirée par l'industrie manufacturière et les exportations
- International au cœur de la stratégie de spécialisation des PME Mittelstand
- Sur 20 ans, le pouvoir d'achat des salariés a stagné malgré la bonne santé financière récente des entreprises
 - Bonne compétitivité grâce à compression des coûts, délocalisations, et innovation
- Investissements lourds dans R&D, innovation et formation
 - Forte sensibilité au commerce mondial: Europe de l'est + Amérique + Asie
- Bonne spécialisation industrielle qui protège d'un euro fort (50% de la mécanique est produite sur mesure)
 - Importations de produits intermédiaires et de composants issus des délocalisations

La dette de la France

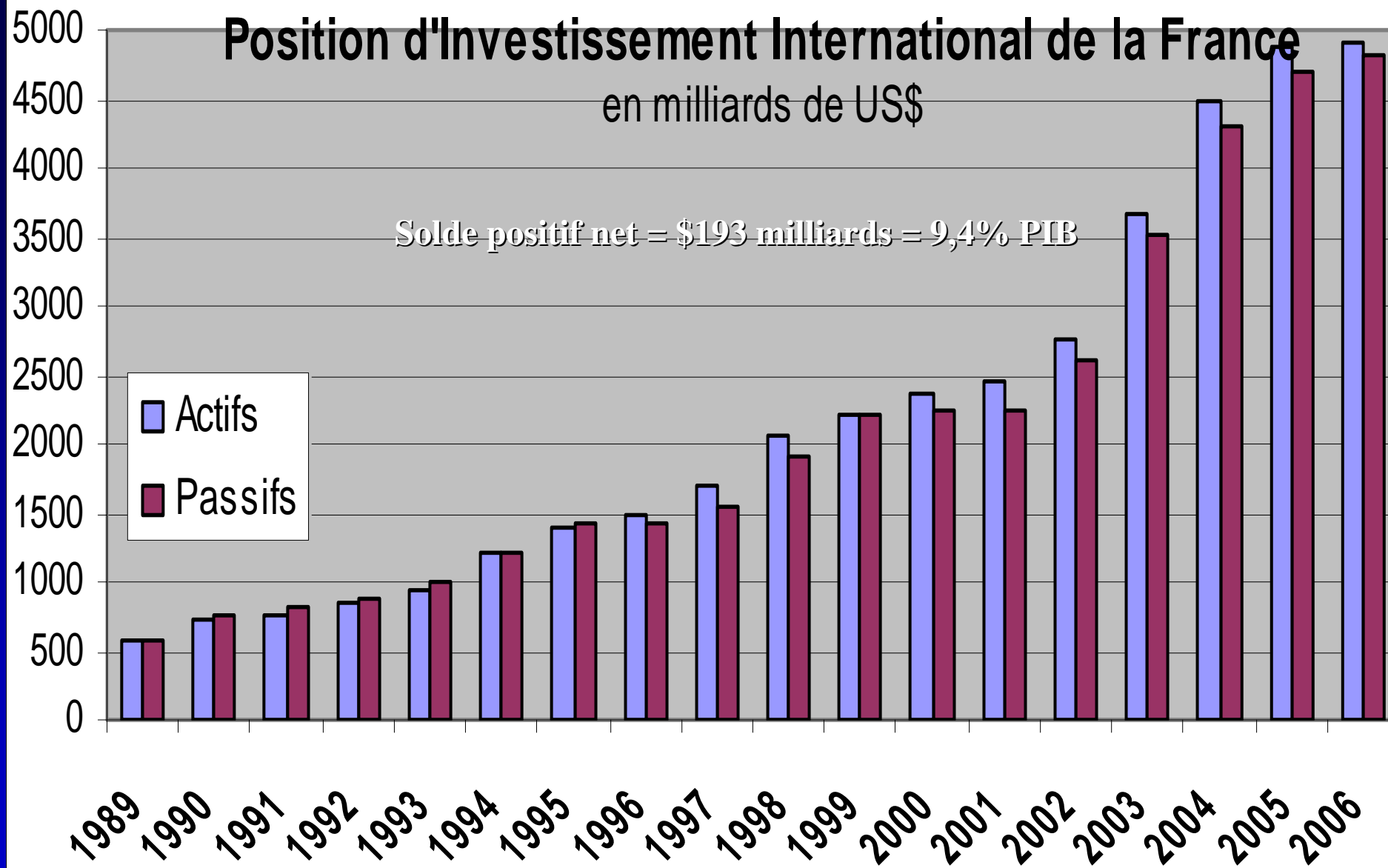
Une dette publique de €1220 milliards = €18,000/personne, détenue à 62% par des non-résidents, d'une maturité moyenne de 7 ans, et dont le service absorbe €42 milliards, soit 15% du budget général



Position d'Investissement International de la France

en milliards de US\$

Solde positif net = \$193 milliards = 9,4% PIB



Σ Stock Actifs (IDE out + portefeuille + crédits + réserves) –
 Σ Stock Passifs (IDE in + portefeuille + emprunts privés et publics)

**Conseil Exécutif du FMI (11/2007 Art IV):
Evaluation de la politique économique de la France :
Satisfecit : “*France is on the move*” but “*needs to do better*”**

3 priorités-clé de réformes structurelles pour une croissance durable:

1. Rompre la tendance à s'attaquer aux problèmes socioéconomiques avec l'argent public: Diminution urgente du déficit budgétaire et du niveau d'endettement par réduction des dépenses
2. Marché du travail plus dynamique et flexible en cassant le “cercle vicieux” entre un coût élevé du travail peu qualifié et des “emplois aidés” onéreux pour les finances publiques
3. Politique d'offre par dérégulation nécessaire du secteur des services et ouverture à la concurrence



II. Le défi de la compétitivité

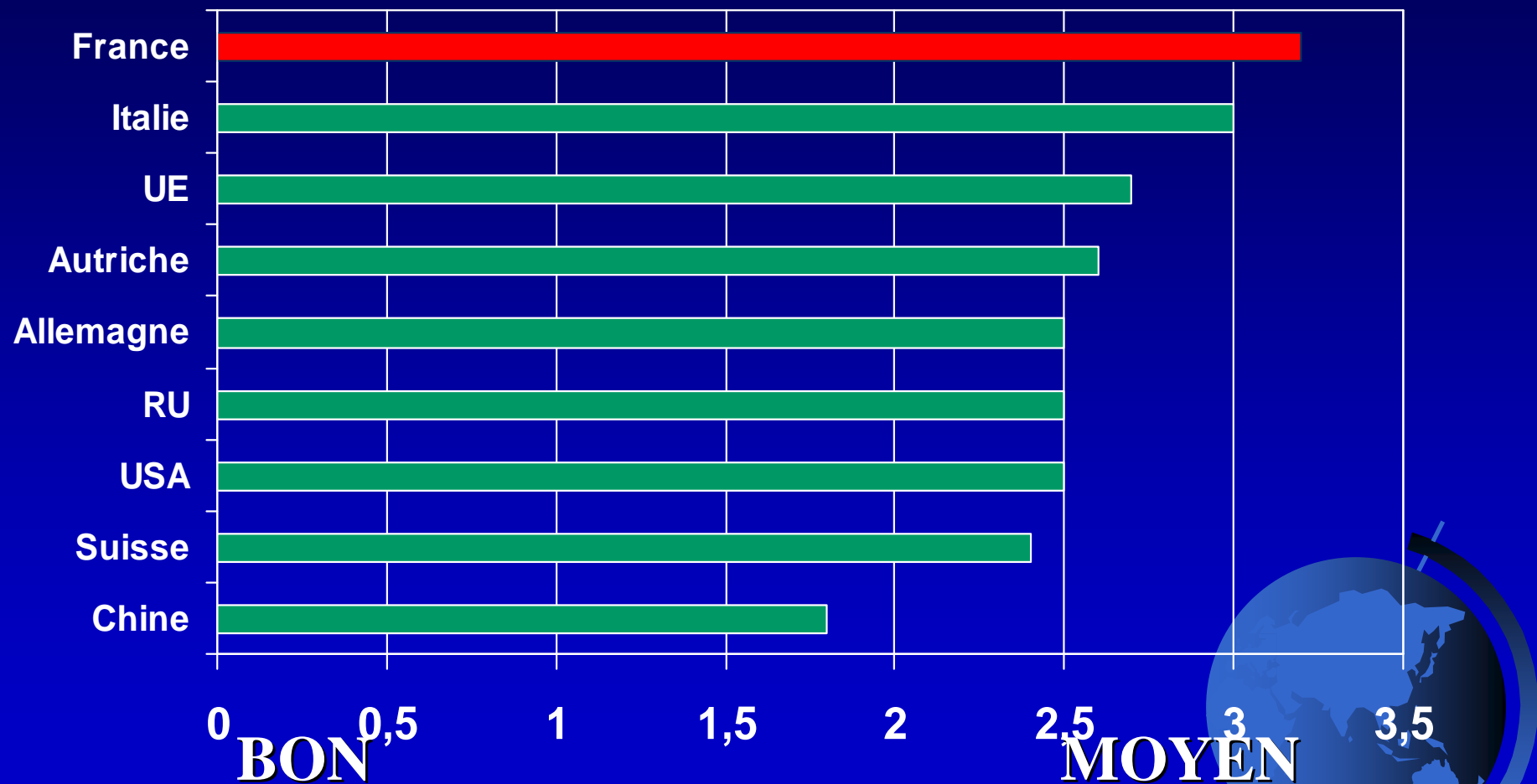


La compétitivité de la France?

- ☞ **Rapport Beffa 01/2005**: l'effort de R&D est faible et lié à une trop grande spécialisation industrielle dans des secteurs de faible technologie et peu compétitifs
- ☞ **Rapport Carayon** de l'Assemblée Nationale 05/2005: la part de l'industrie dans les hautes technologies est faible et son positionnement sur les marchés émergents est mauvais
- ☞ **Rapport Levy-Jouyet sur l'économie de l'immatériel** 03/2006: faiblesses françaises importantes et durables en formation, recherche et innovation
- ☞ **Institut Montaigne** 06/2006: déclin du dynamisme économique et baisse de la part du **PIB mondial** (19 propositions pour y remédier)
- ☞ **COE-Rexecode** 11/2006: l'ampleur de la dégradation de la compétitivité française en 2006 (mesurée par la **performance commerciale**) est *sans précédent* : recul des parts de marché et forte pénétration du marché intérieur par les produits étrangers
- ☞ **Rapport Banque de France** 12/2006: détérioration 2002-06 par rapport à 46 partenaires mais amélioration des **coûts unitaires de production**/ OCDE
- ☞ **Rapport CES Duharcourt** 01/2007: « décrochage » européen et retard de croissance potentielle
- ☞ **Rapport CAE Cette-Aghion**, Octobre 2007: priorité à l'investissement dans l'éducation supérieure, la libéralisation des marchés du travail et des biens, et à l'augmentation du taux d'emploi



La perception de la compétitivité relative française par 1175 chefs d'entreprises européens



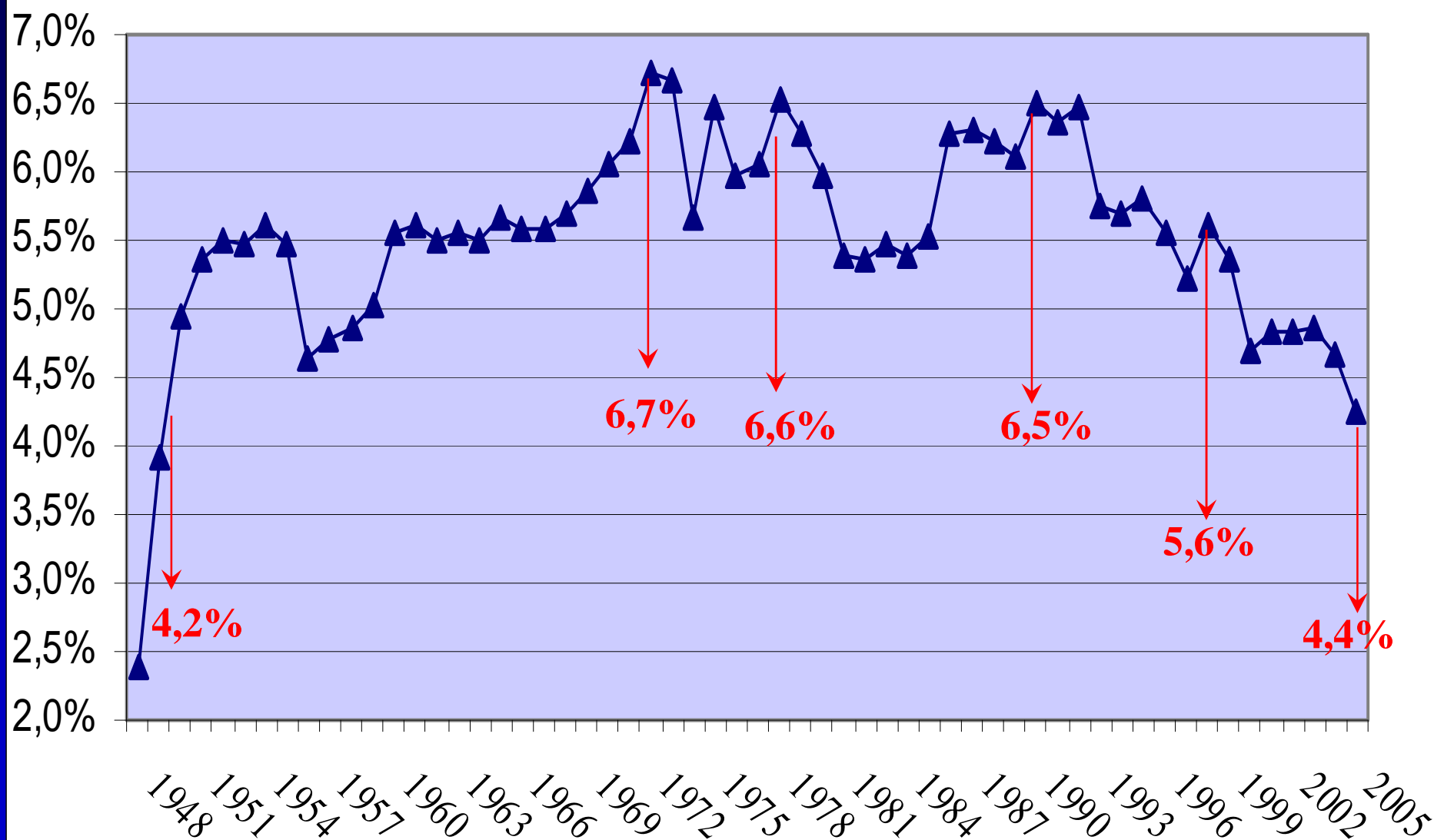
Source: enquête Handelsblatt et instituts de sondage européens 12/2006

Indice composite de **compétitivité** de l'économie française/46 pays partenaires 1986-2006

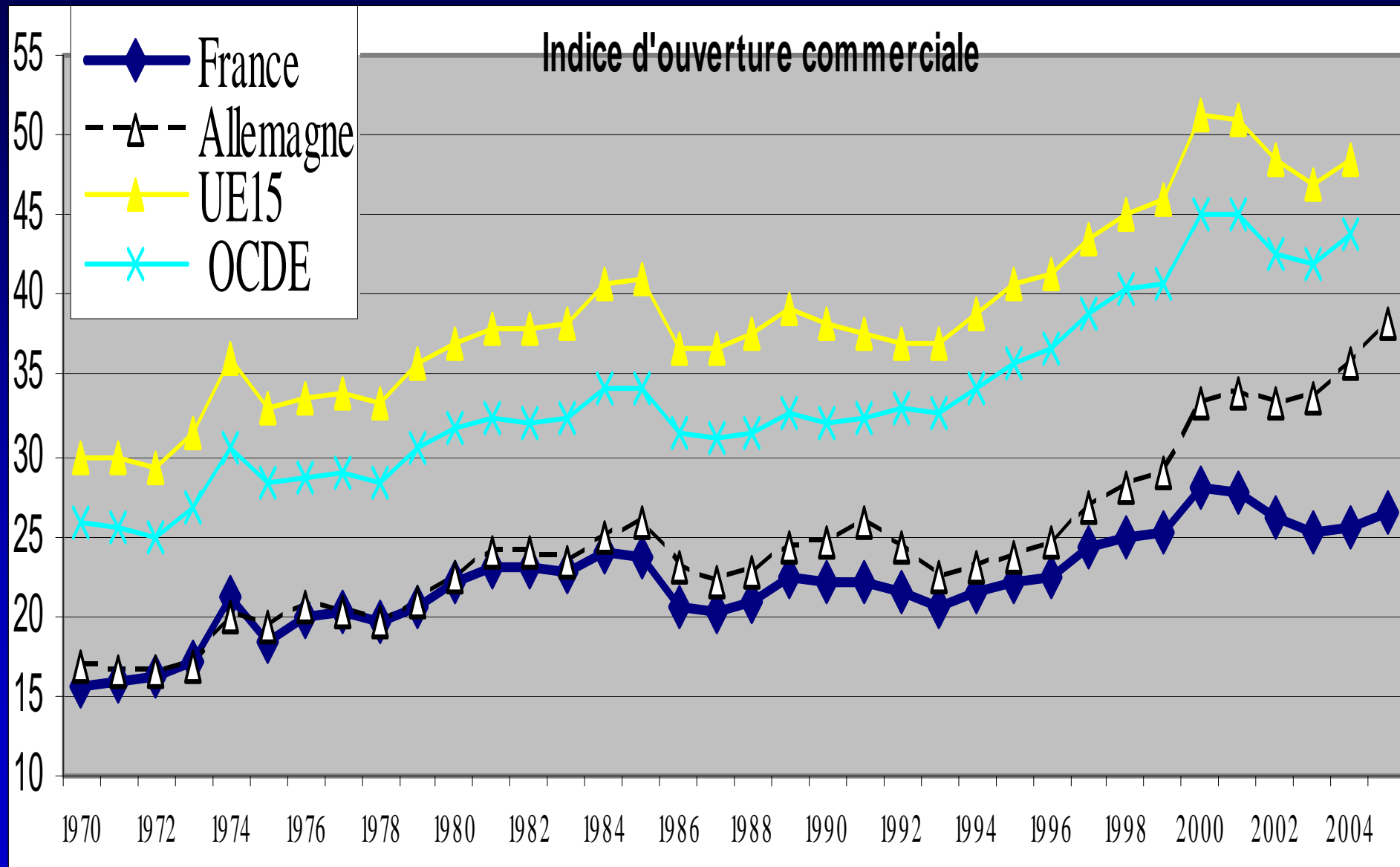
(indicateur déflaté par les prix à la consommation, indice 100 fin 99)



« Part de marché » de la France dans les exportations mondiales 1948-2005

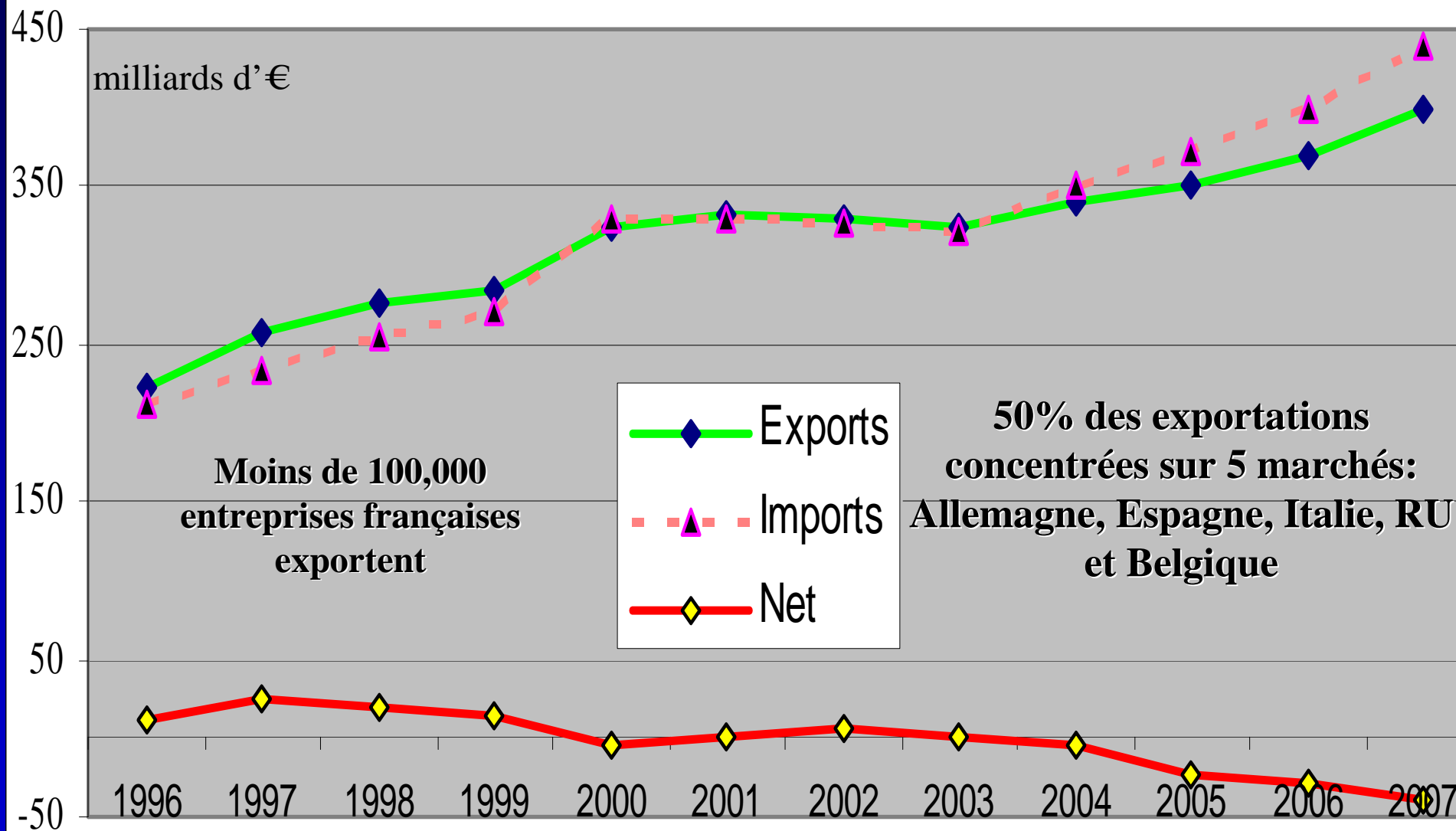


L'ouverture commerciale mesurée par la moyenne des flux commerciaux de biens et services/PIB



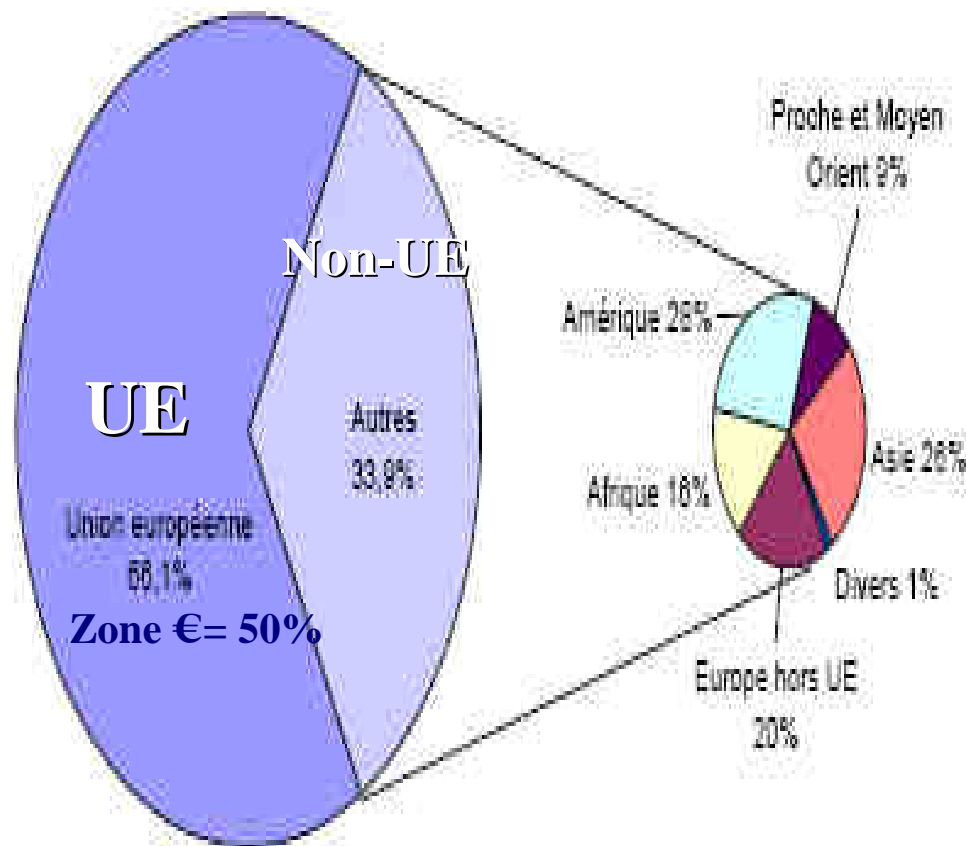
France: commerce extérieur 1997-2007

d'un **excédent** en déclin à un **déficit croissant**

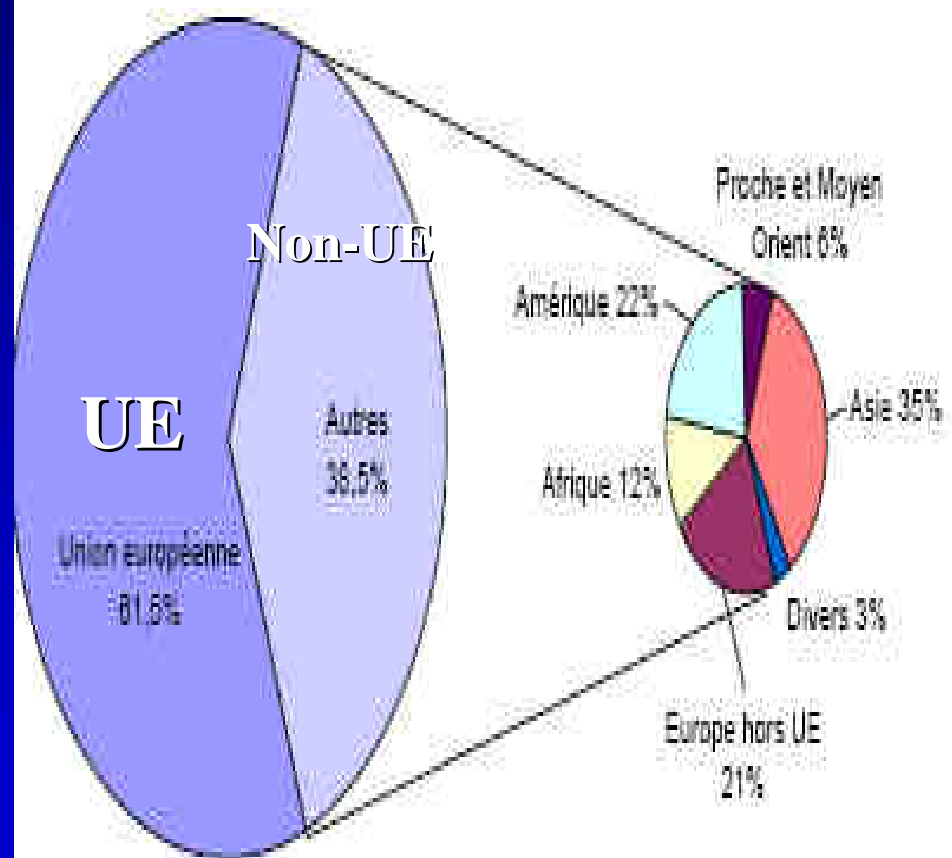


Répartition géographique des flux commerciaux

EXPORTATIONS



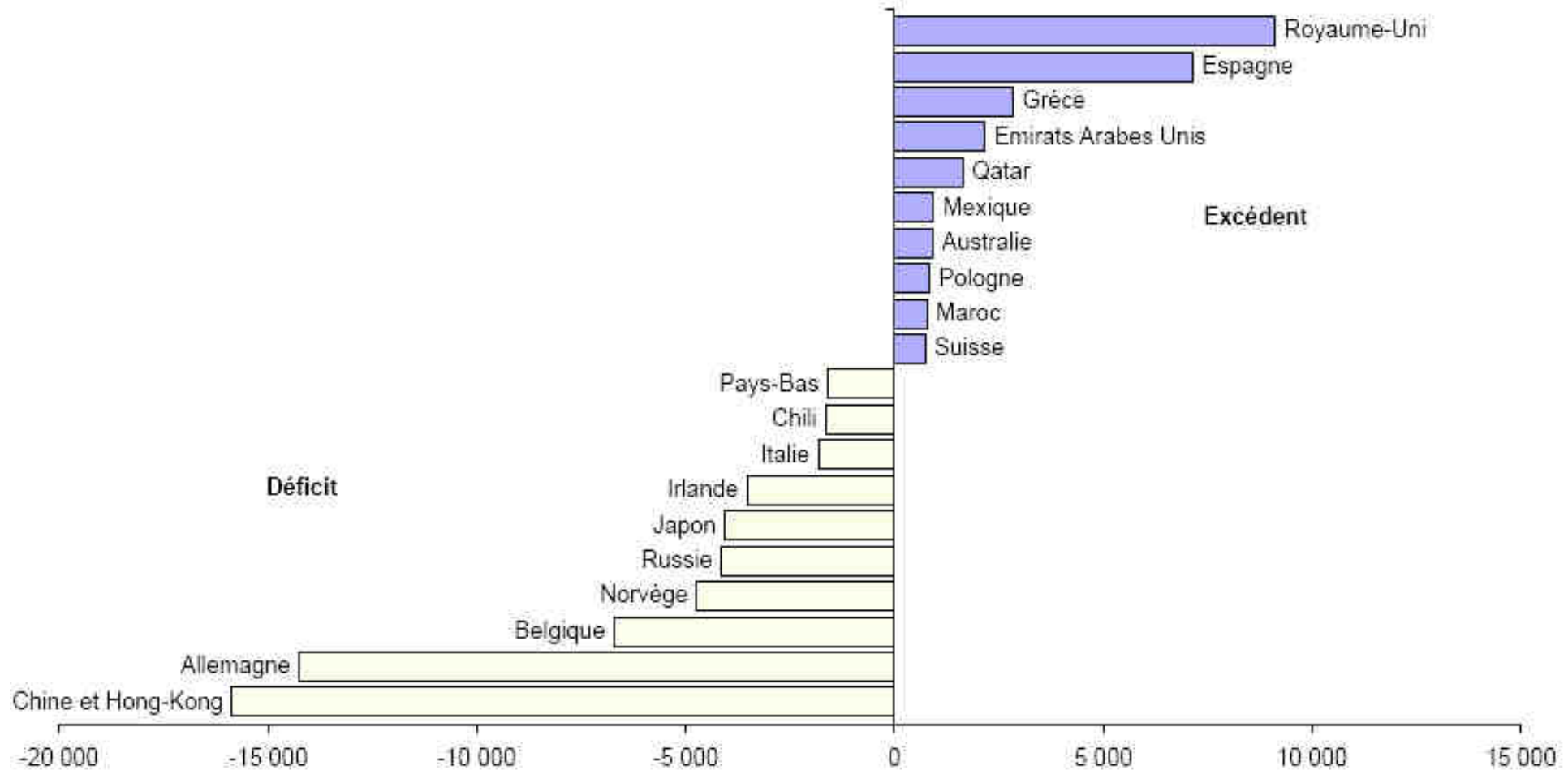
IMPORTATIONS

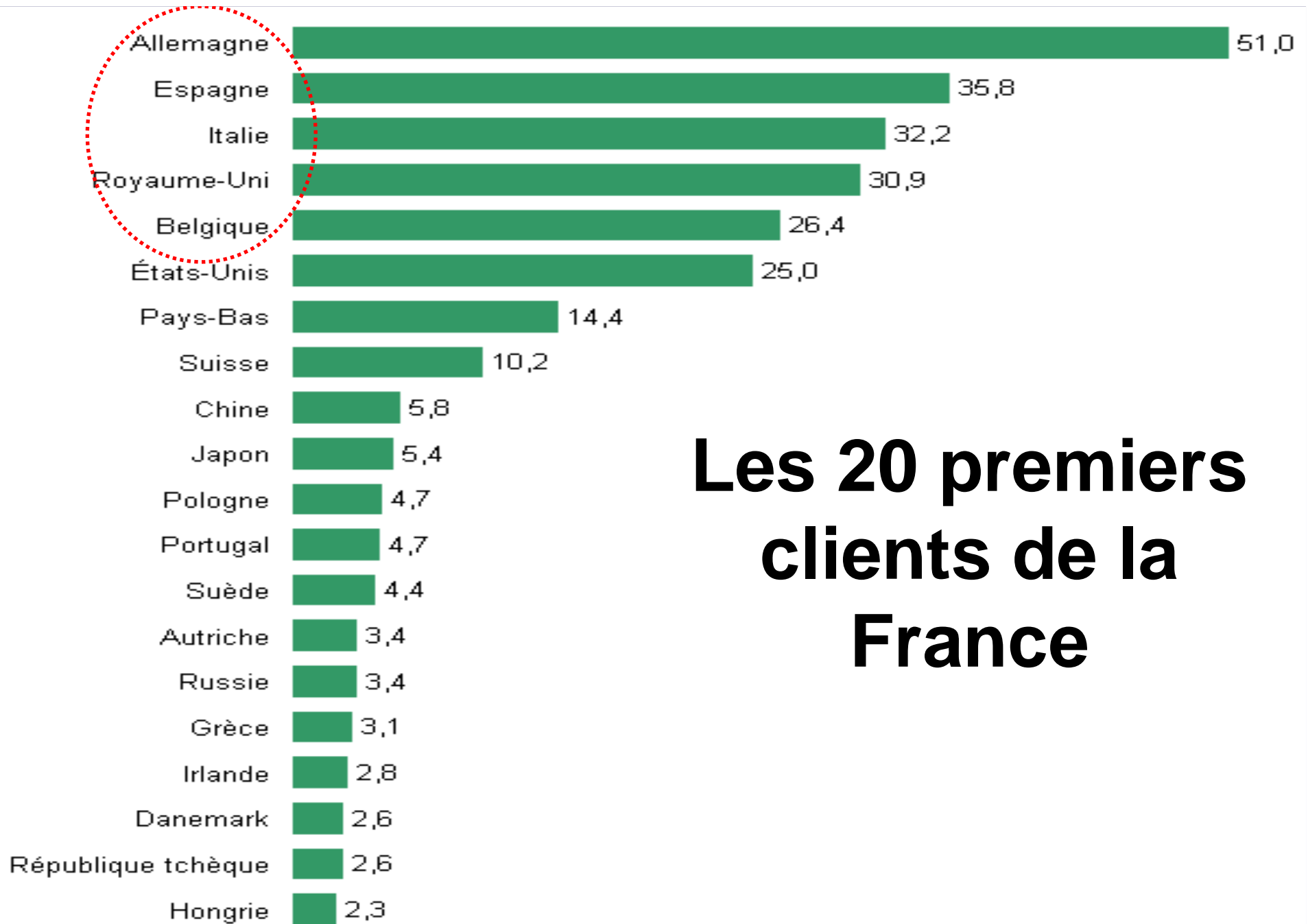


Répartition géographique des excédents et des déficits en millions d'€

DEFICIT

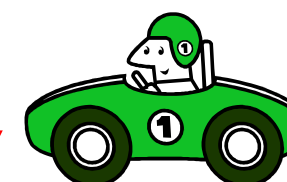
EXCEDENT





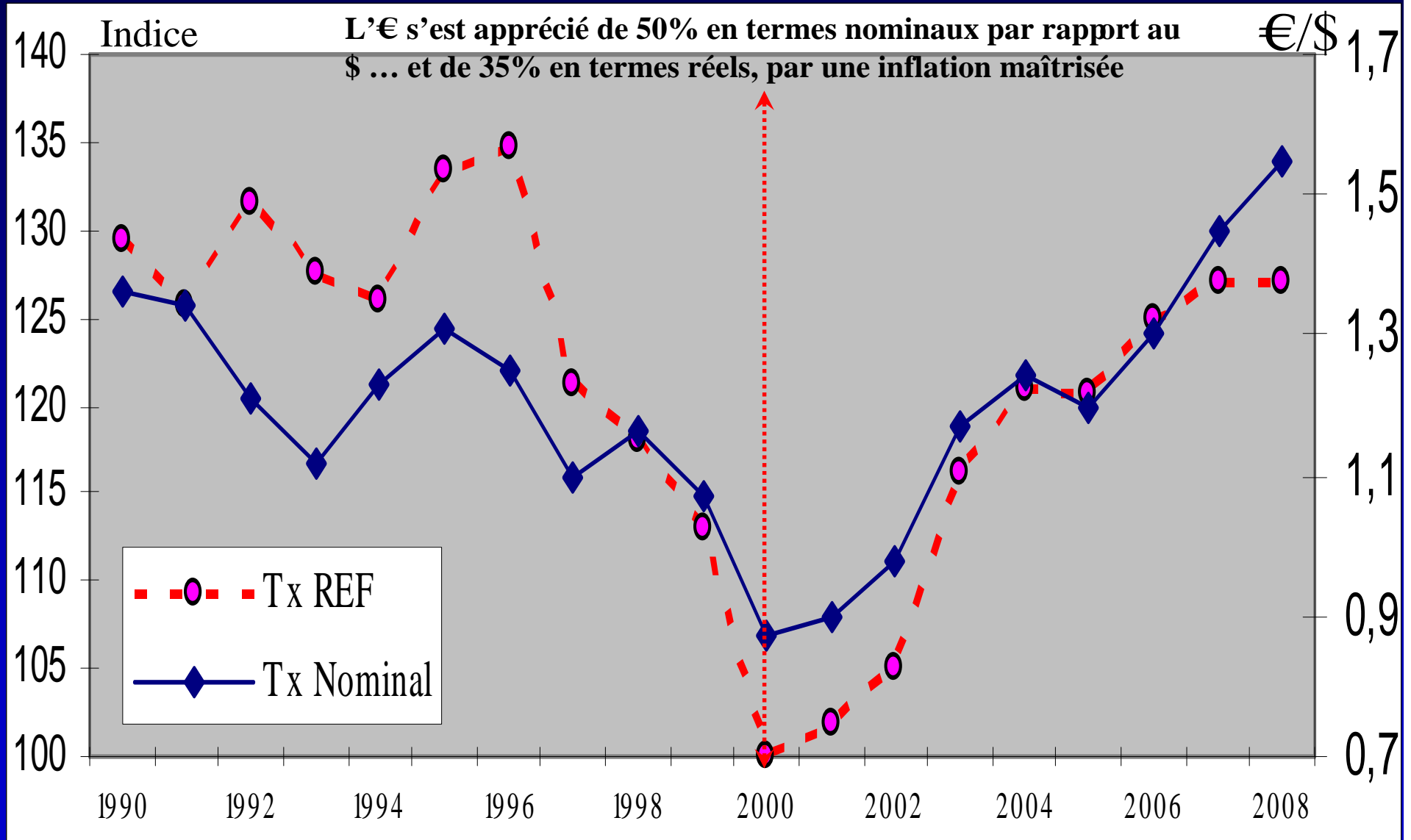
Les 20 principaux importateurs français

Rang	Raison sociale	Activité
1	Total France	Raffinage de pétrole
2	Peugeot Citroen Automobile S.A.	Constr. de véhicules automobiles
3	Renault SAS	Constr. de véhicules automobiles
4	Société des Pétroles Shell	Raffinage de pétrole
5	Airbus	Constr. de cellules d'aéronefs
6	Groupe Volkswagen France S.A.	Commerce de véhicules automobiles
7	Daimlerchrysler France	Commerce de véhicules automobiles
8	BP France	Location d'autres biens immobiliers
9	Philips France	Fabr. appareils de réception, enregist., reprodu. son et image
10	Lilly France	Fabr. de médicaments
11	Microelectronics holding NV	Commerce de gros composants et autres équip. électroniques
12	SEITA	Industrie du tabac
13	Airbus France	Construction de cellules d'aéronefs
14	Air France	Transports aériens réguliers
15	Société d'affrètement et de transit	Affrètement
16	LIDL	Supermarchés
17	BMW France	Commerce de véhicules automobiles
18	General Motors France	Commerce de véhicules automobiles
19	Compagnie Industrielle Maritime	Ingénierie, études techniques
20	Société Adécha GmbH	Commerce de gros de produits pharmaceutiques



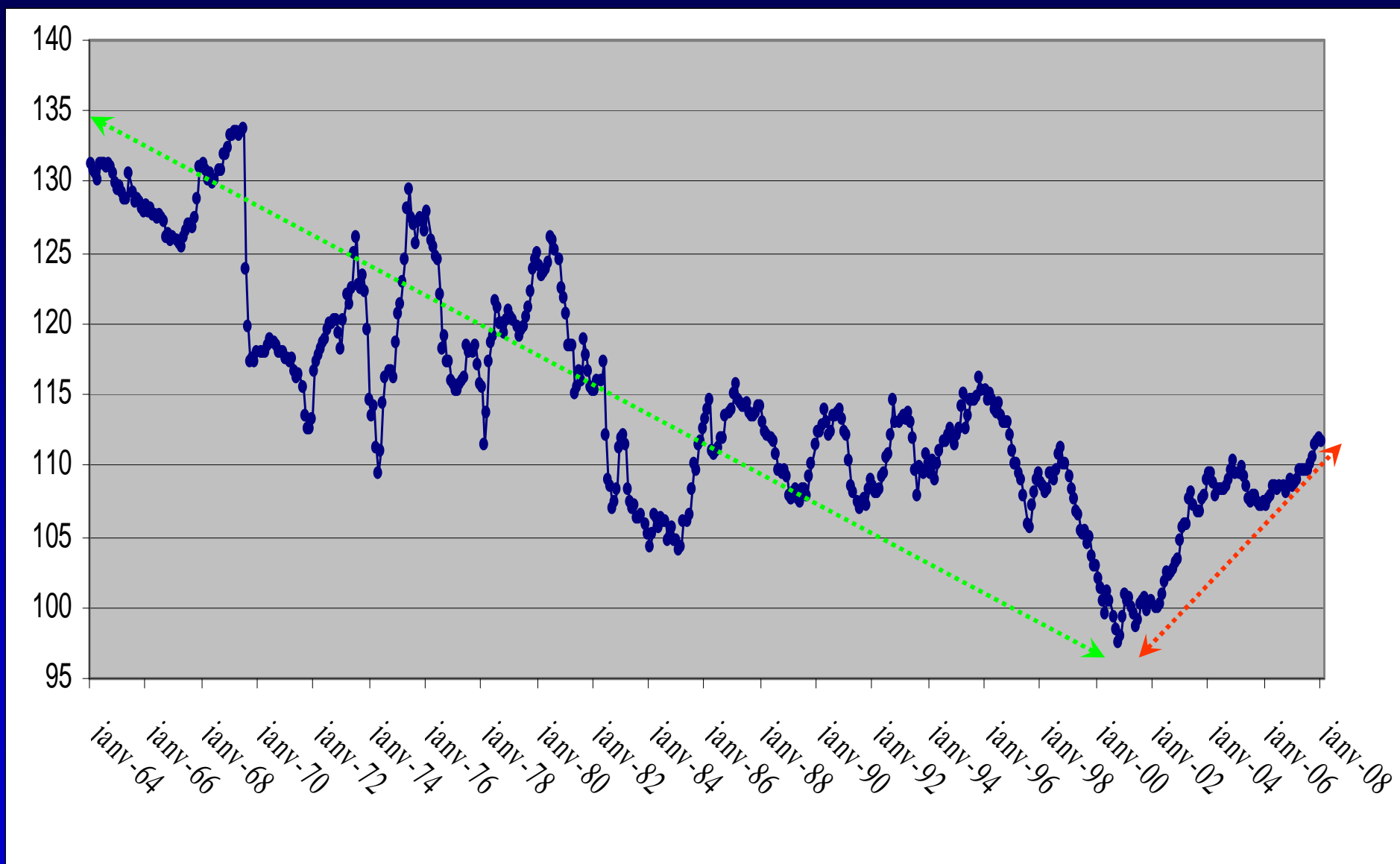
Taux de change \$/€ 1990-2008:

L'€ s'apprécie depuis 2000 = moins de compétitivité commerciale?



Compétitivité et taux de change réel effectif:

L'€ fort n'a « coûté » que 15% de compétitivité-prix au commerce français 2000-2008



L'€ et la compétitivité française?

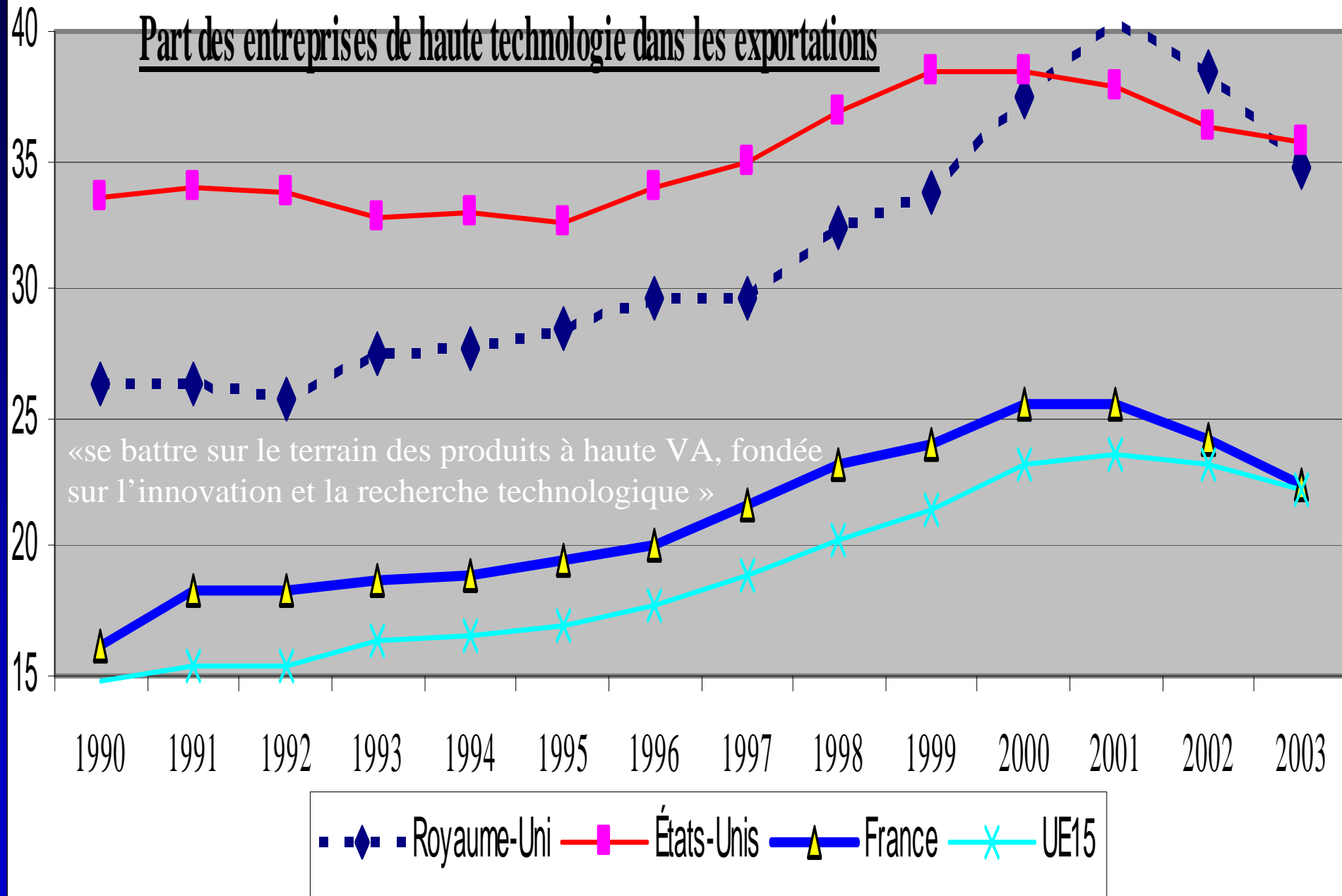
- Bouclier atténuant les chocs extérieurs
- Fin des dévaluations compétitives
- Un euro fort stimule les efforts de modernisation et de compétitivité
- Stimulation des échanges dans l'UE13
 - Dynamisme des IDE « Out »
 - Taux d'intérêt réels faibles
 - Endettement en €
- Réduction du coût du crédit pour la France et entreprises (risque-pays)
 - Marché obligataire mondial bipolaire

- La zone € affiche la plus faible croissance depuis 2002 derrière USA, Japon et pays émergents
- Les pays de l'UE hors euro (RU et Suède) affichent de meilleures performances
- Pas de politique contra-cyclique unifiée
- Concentration des flux commerciaux sur l'UE (66%)
- Déficit français croissant dans la zone €
- L'industrie française répond mal à la demande intérieure

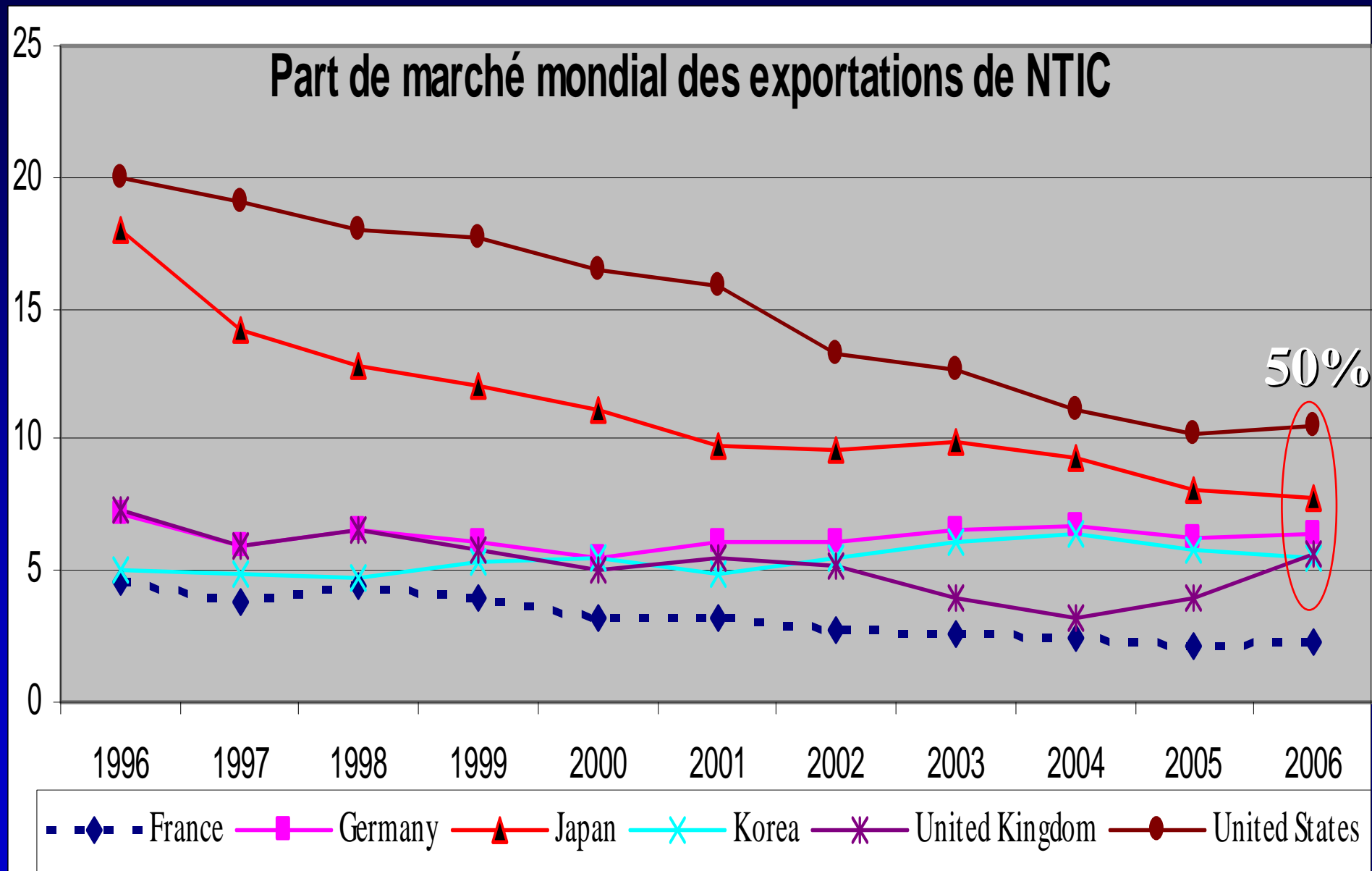
➤ **Stratégie de priorité sur 25 pays-cibles**



Part des entreprises de haute technologie dans les exportations



Concurrence USA-Royaume-Uni-Allemagne-Asie



Déclin des parts de marché et déficit commercial

☞ Pas d'explication « macro »:

explications structurelles, institutionnelles et micro-économiques?

1. Seulement 100,000 entreprises exportatrices (<4% vs 11% en Allemagne)
2. Concentration de 90% des exports sur 10% des entreprises, avec part des PME de seulement 40% des exportations
3. Problème de spécialisation géographique et sectorielle: concentration sur l'UE (66%), zone € (50%) et pays émergents fragiles (7% des entreprises exportatrices sur le marché chinois, moins que sur l'Algérie!)
4. Problème d'« offre »: peu de réactivité de l'appareil productif à l'évolution de la demande intérieure et extérieure
5. Dégradation de la compétitivité coût
6. Système productif concentré sur les grands groupes et forte proportion de PME contrôlées par un groupe
7. PME < seuil critique nécessaire pour investir et innover, et pour pénétrer de nouveaux marchés dynamiques, y compris dans les hautes technologies
8. Déficit d'entreprises de taille moyenne (20-500), symptôme de crise de croissance
9. Multiplicité des dispositifs d'aide à l'export (malgré rapprochement Ubifrance/Afii) et aide publique aux sociétés innovantes mal ciblée
10. Difficultés à transformer percées scientifiques et réalisations technologiques en succès industriels et commerciaux (compétitivité « hors coûts »)



III – 1. Les défis micro-économiques:

- une forte productivité avec un coût du travail élevé et un volume de travail réduit
- une croissance de la productivité faible et en déclin du fait d'investissement insuffisant en R&D



Une situation micro-économique contrastée

1. Entreprises du CAC40 dynamiques et **performantes** (RN/CA= 8% en 2007)
2. Innovations **technologiques** (aéronautique, ferroviaire, nucléaire...)
3. Des EMNs de niveau mondial, souvent leaders dans leur secteur (Saint Gobain, Michelin, Alstom, EADS, Total, LVMH, Thomson, Renault...)
4. **Fort niveau d'internationalisation des grands groupes du CAC40** (65% vs 43% aux USA) et 45% du CAC40 dans des mains étrangères
5. Des **banques** fortement capitalisées et dynamiques sur les marchés de capitaux

1. Retard de **R&D** et de **dépôt de brevets** comparés aux économies les plus performantes, notamment les USA
2. **Investissement privé** insuffisant pour stimuler la productivité, encourager la croissance, et développer l'emploi
3. Majorité des **exportations** liées à de grands contrats, de grands groupes, et souvent « cofacées »: Airbus, TGV, défense
4. Fragilité des **jeunes entreprises** et déficit de PME « intermédiaires ». Disparition de 49,000 entreprises/an.

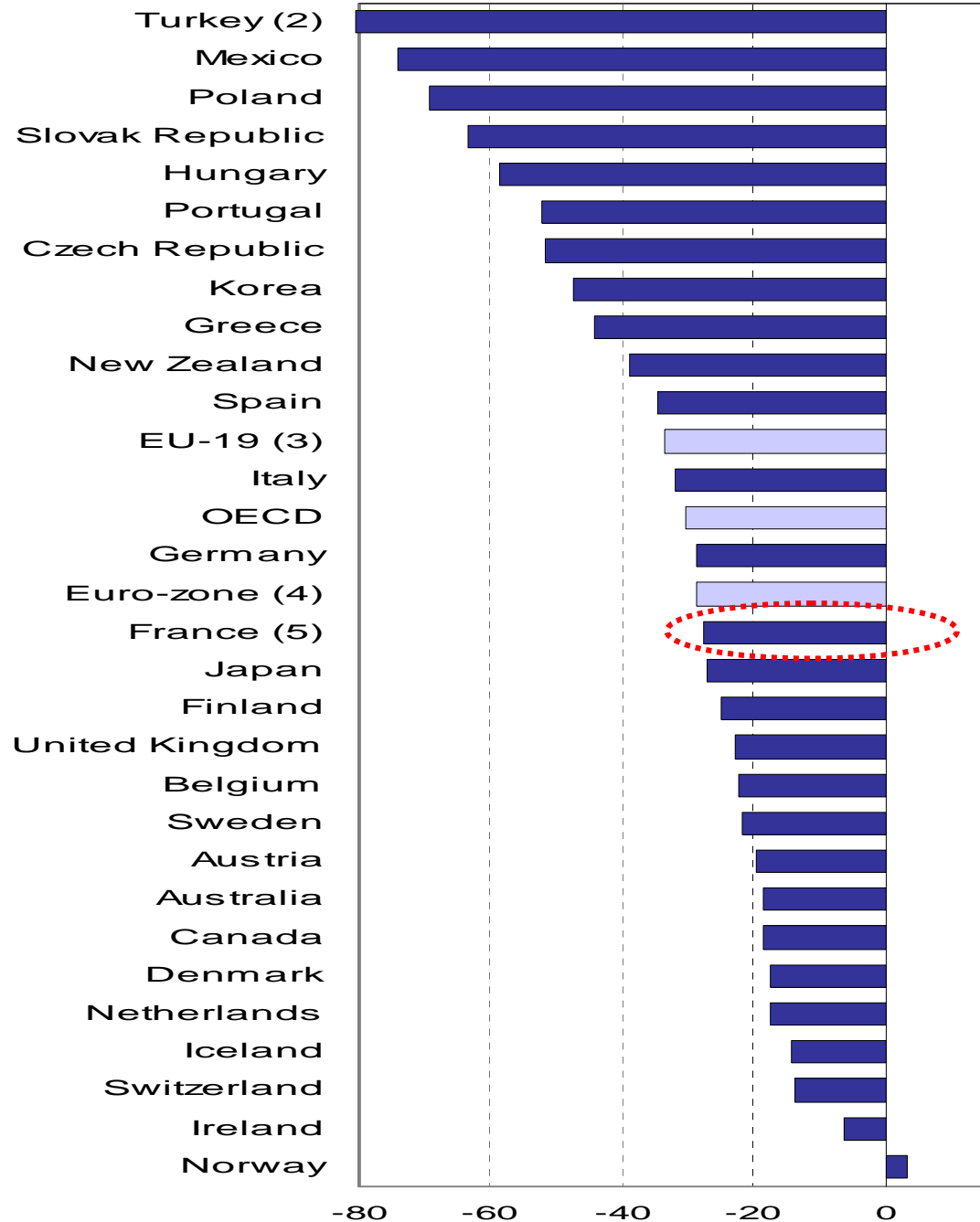


Industrie, Innovation et Productivité

- ➔ **Productivité** = Indicateur de performance technologique d'une économie: Ratios PIB/heure travaillée + PIB/travailleur
- ➔ **Atout**: ratio **PIB/heure** plus élevé qu'aux États-unis (+1%), non pas par niveau plus élevé du PIB/habitant (\$30245/\$41789, soit -28%) mais par niveau moindre des heures travaillées/tête (-29%)
- ➔ Un travailleur français produit en moyenne \$49/heure, comparé à 48 aux USA, 44 en Allemagne et 37 en Espagne, (mais 53 en Belgique et 51 en Irlande)
- ➔ **Menace**: déclin du **taux de croissance annuel de la productivité**: de 2,2% en moyenne dans les années 80 à seulement 1% en 2000-2008, quand il augmente de 1,4% à 2% aux USA dans la même période!

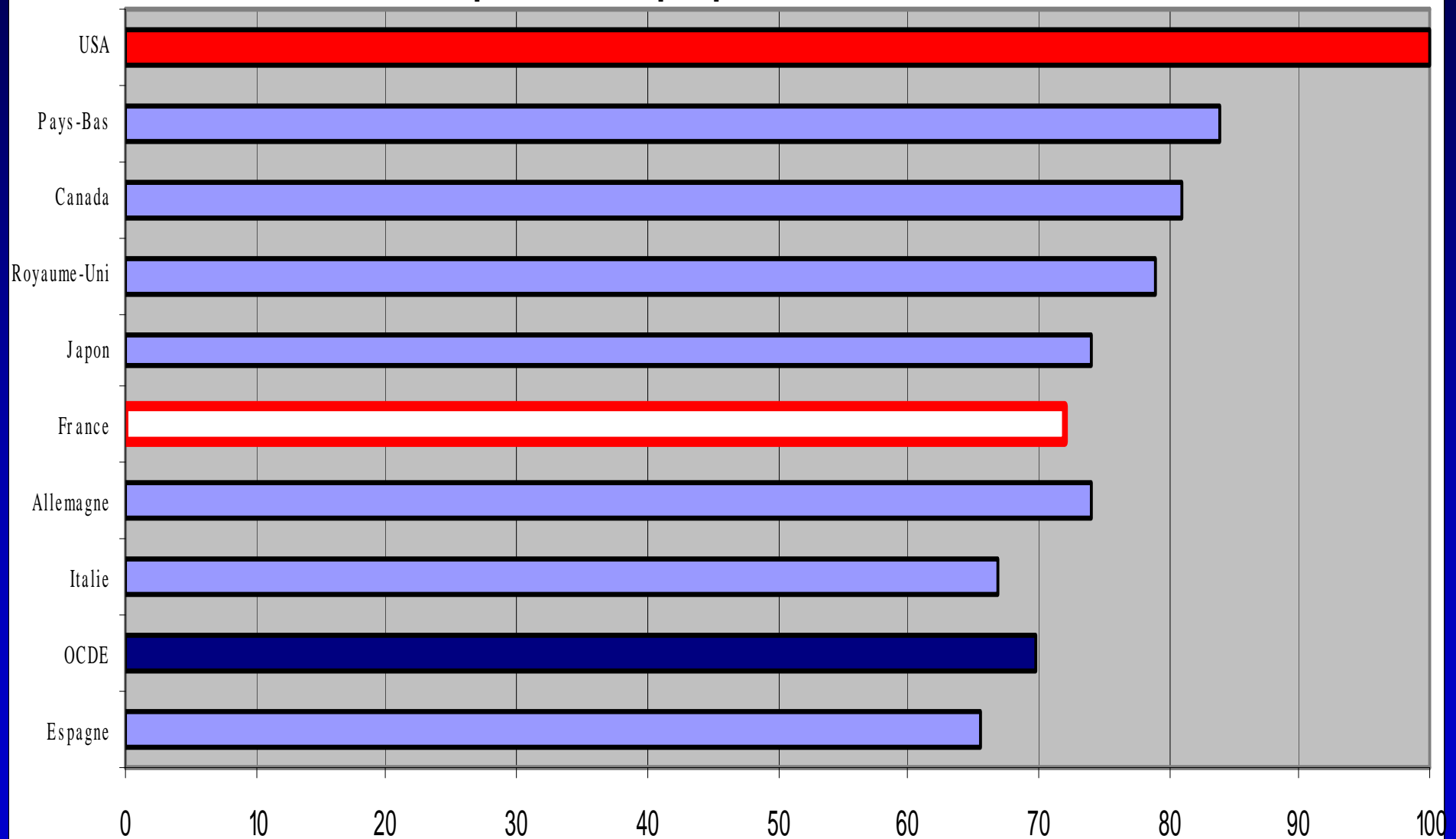


Écart de PIB/tête avec les États-Unis

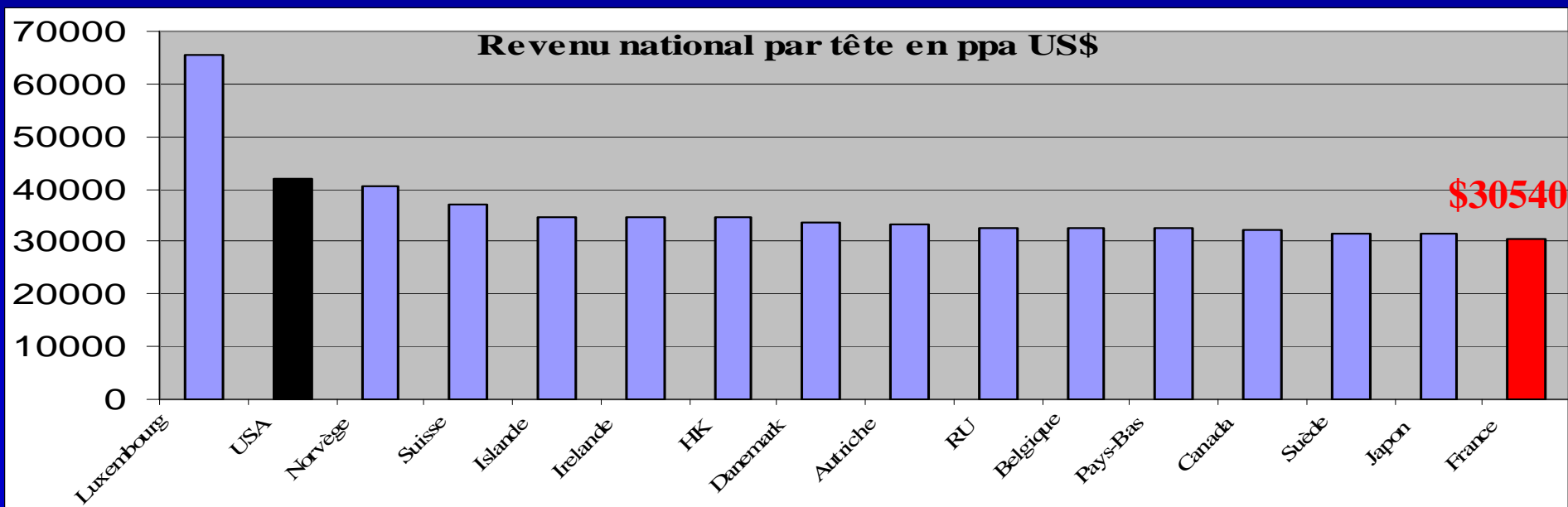
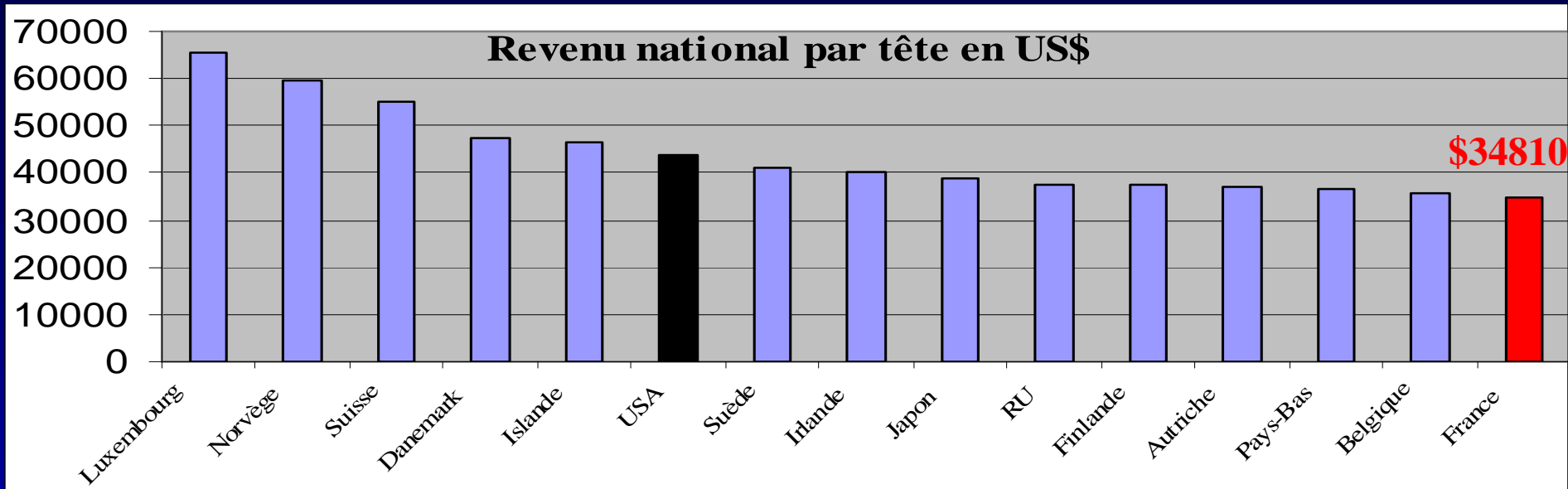


Un peloton encore très loin du leader

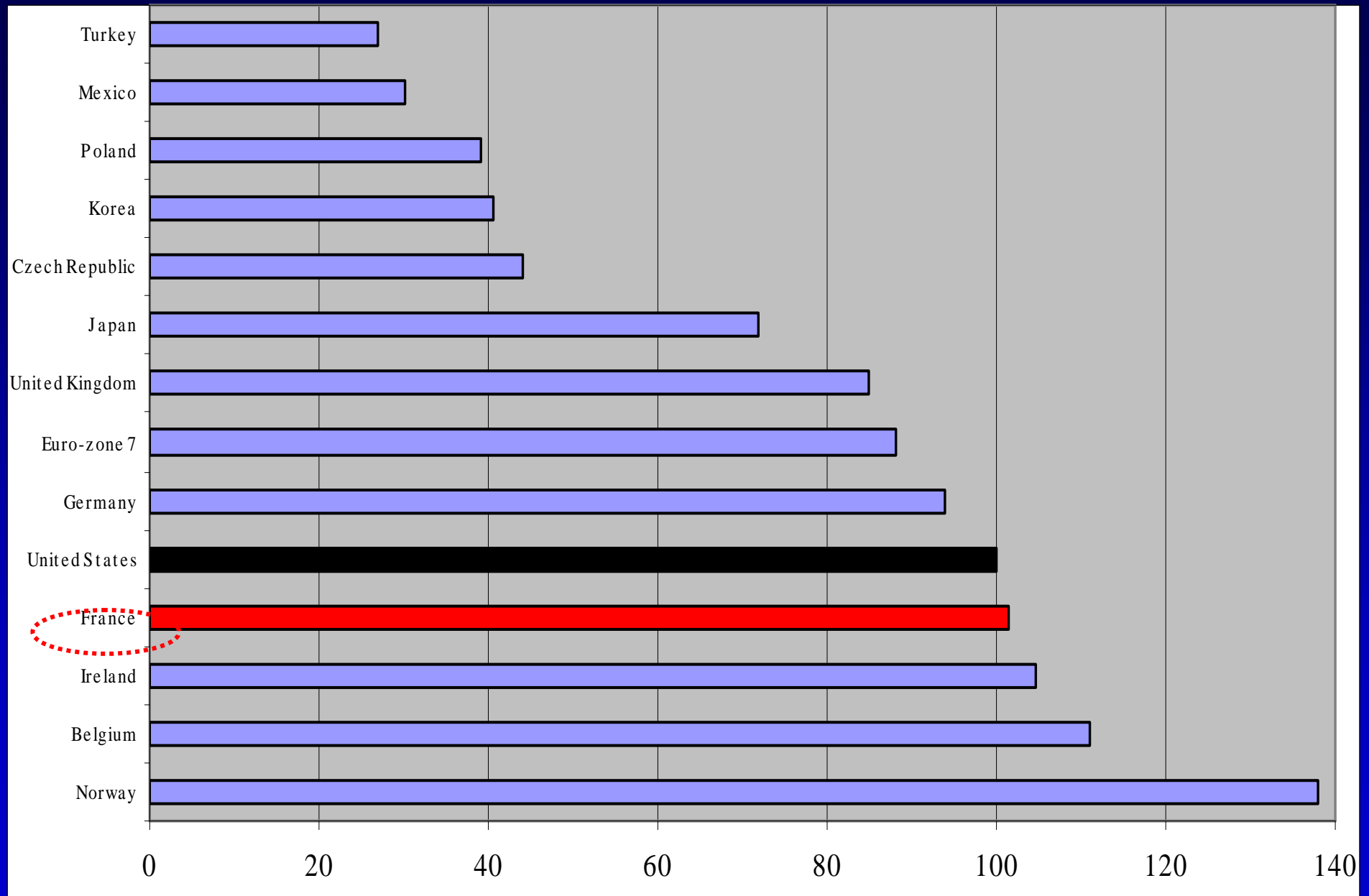
Revenu par tête en proportion du revenu américain



La richesse des Français? Les écarts de revenu/tête



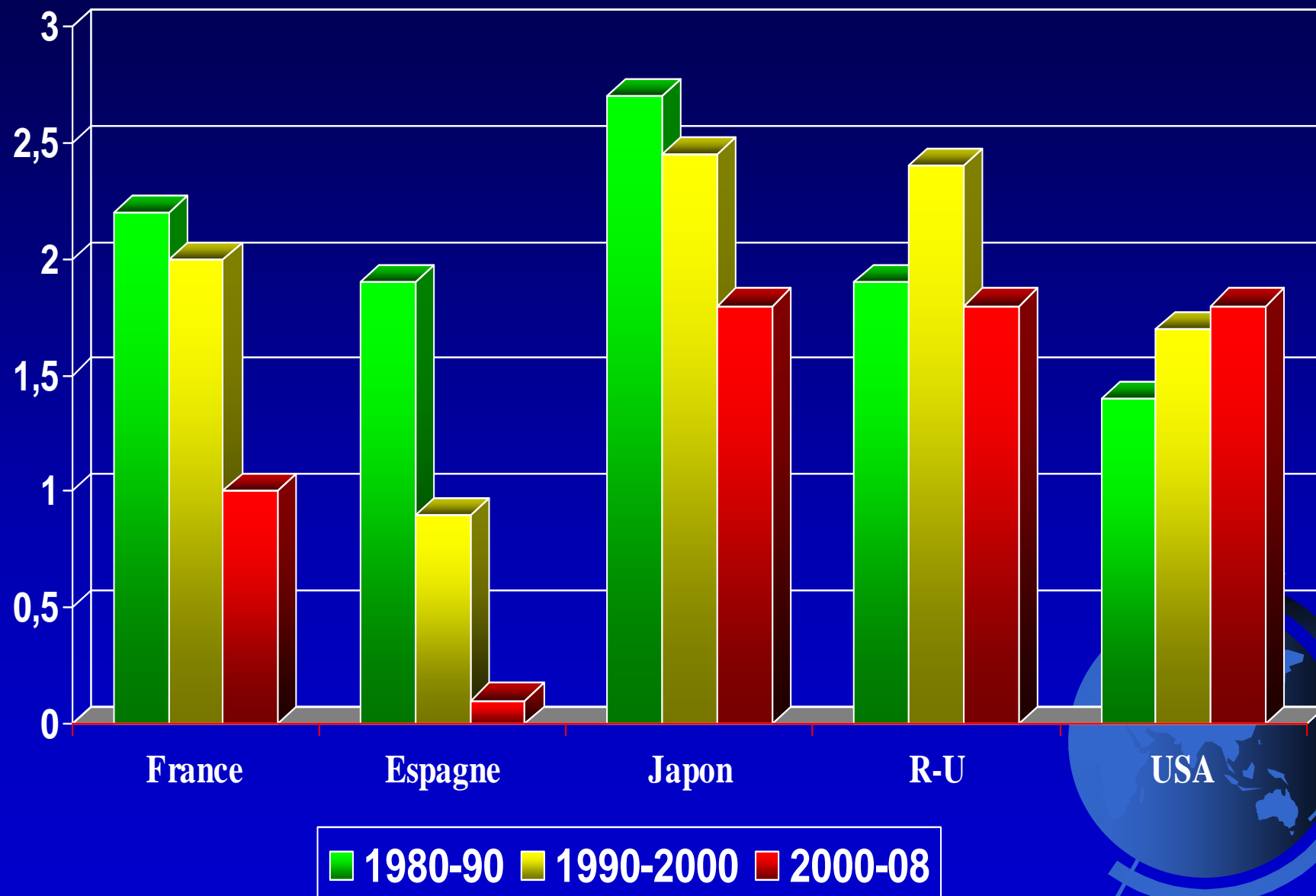
Écarts de productivité du travail dans l'OCDE (USA= 100)



Source: OECD 2007

(c) Ceram-Global Finance Center

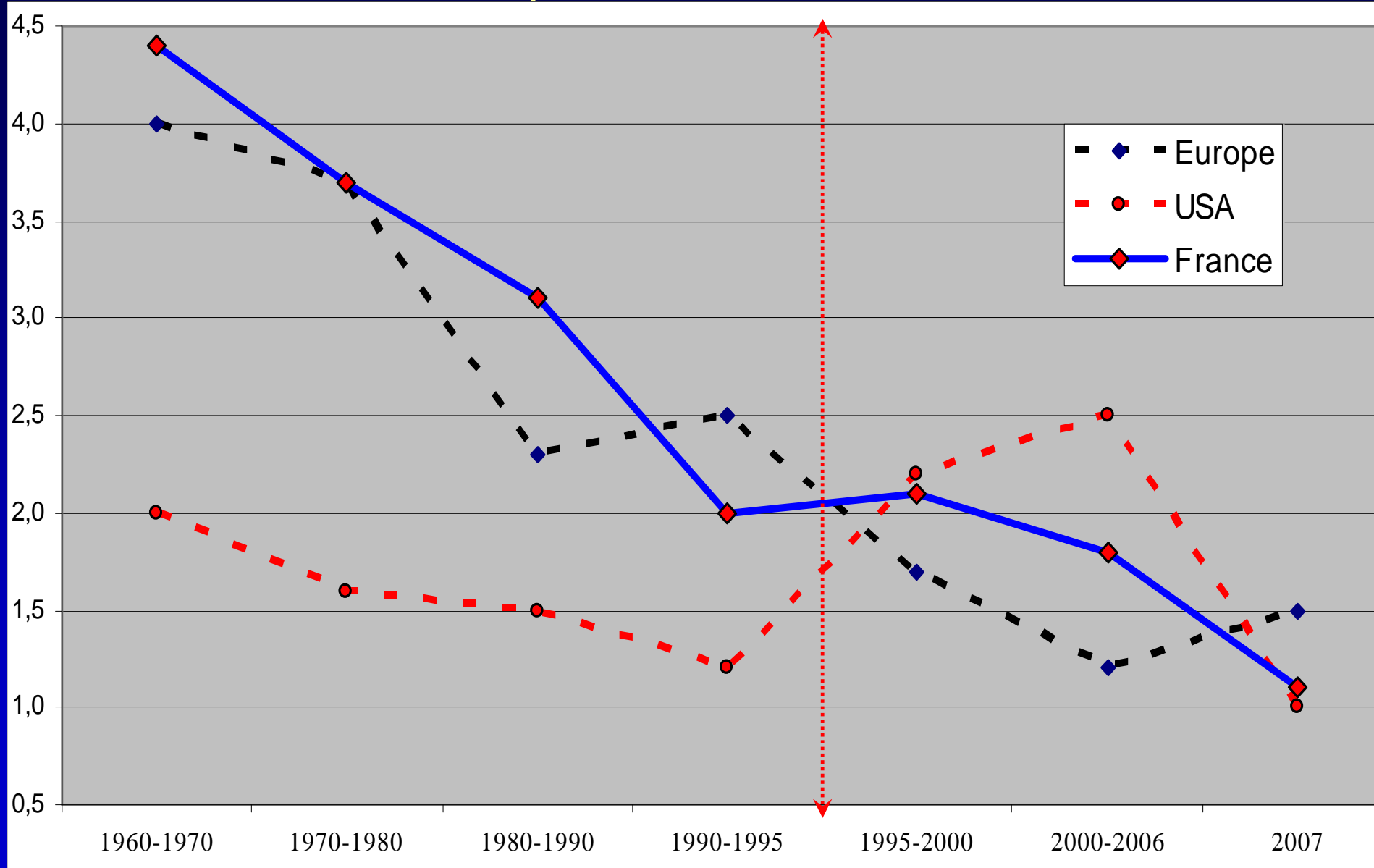
Taux de croissance annuel de la productivité du travail (PIB/heure travaillée)



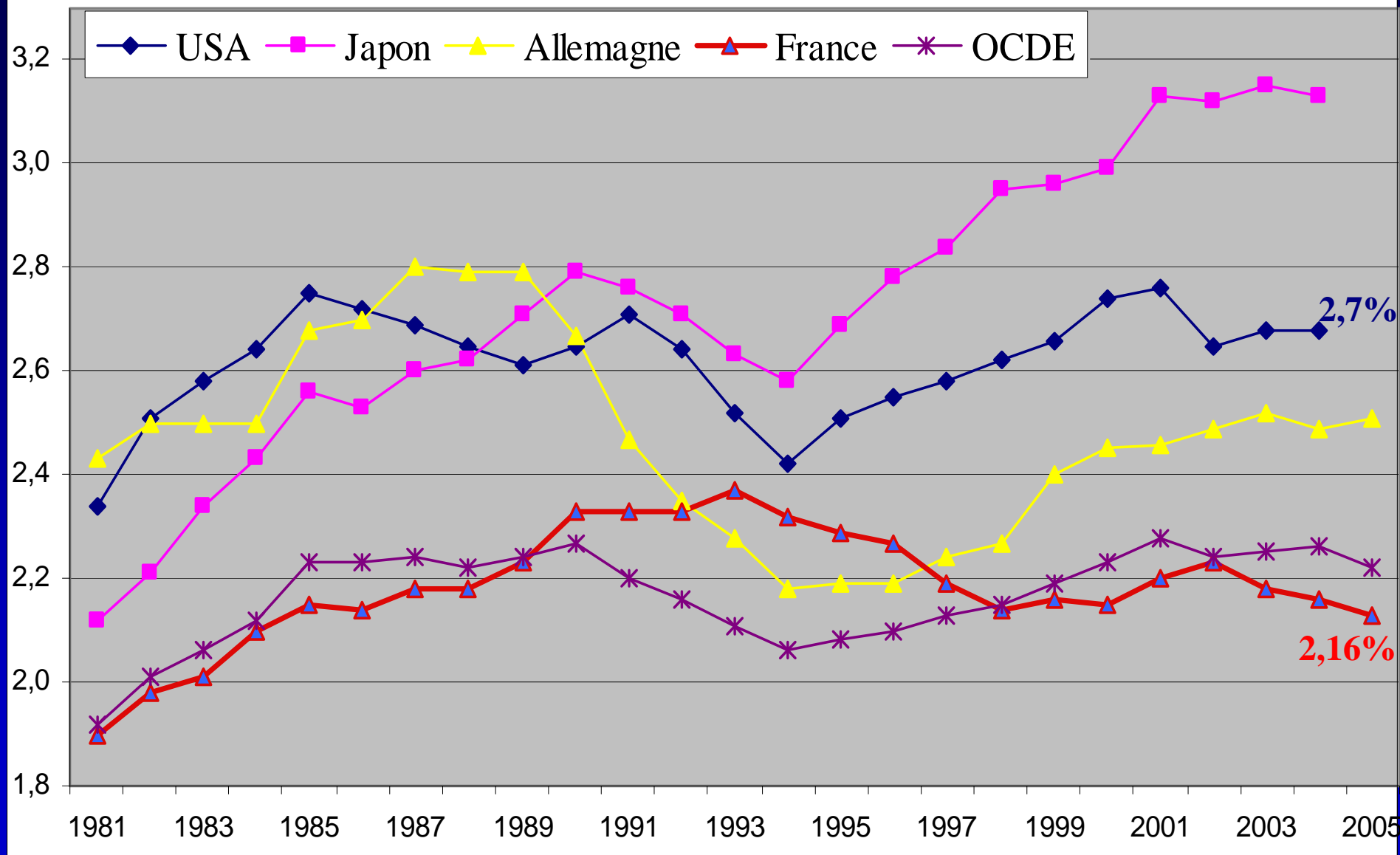
Source: OCDE 2007

(c) Ceram-Global Finance Center

Déclin en Europe du taux de croissance de la productivité du travail

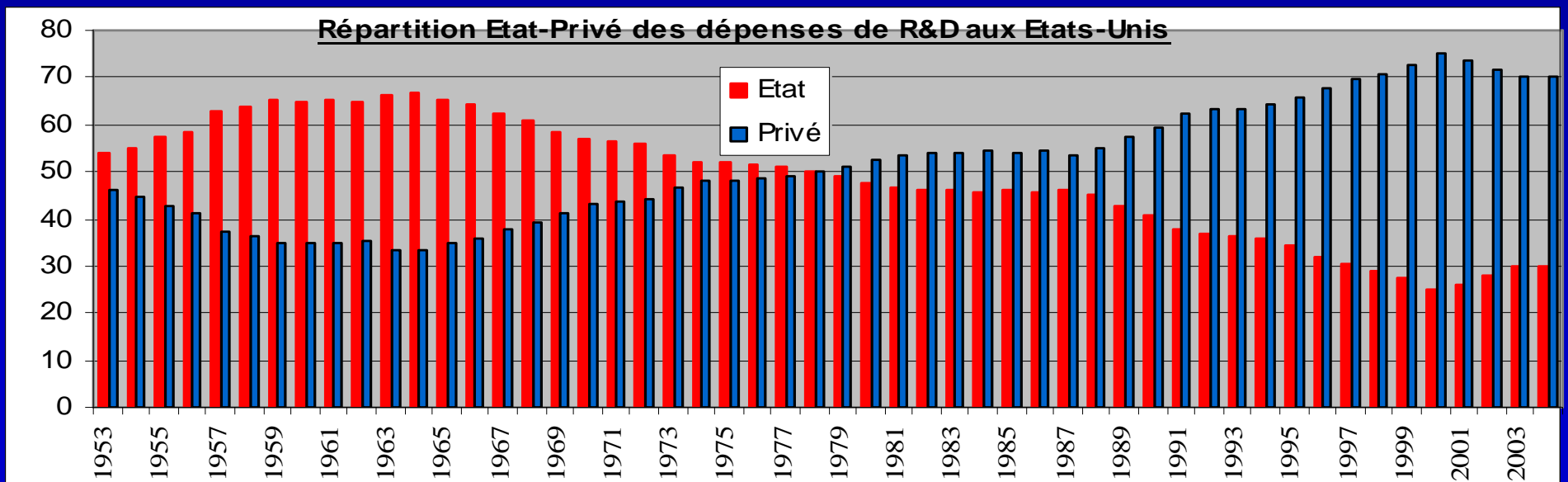
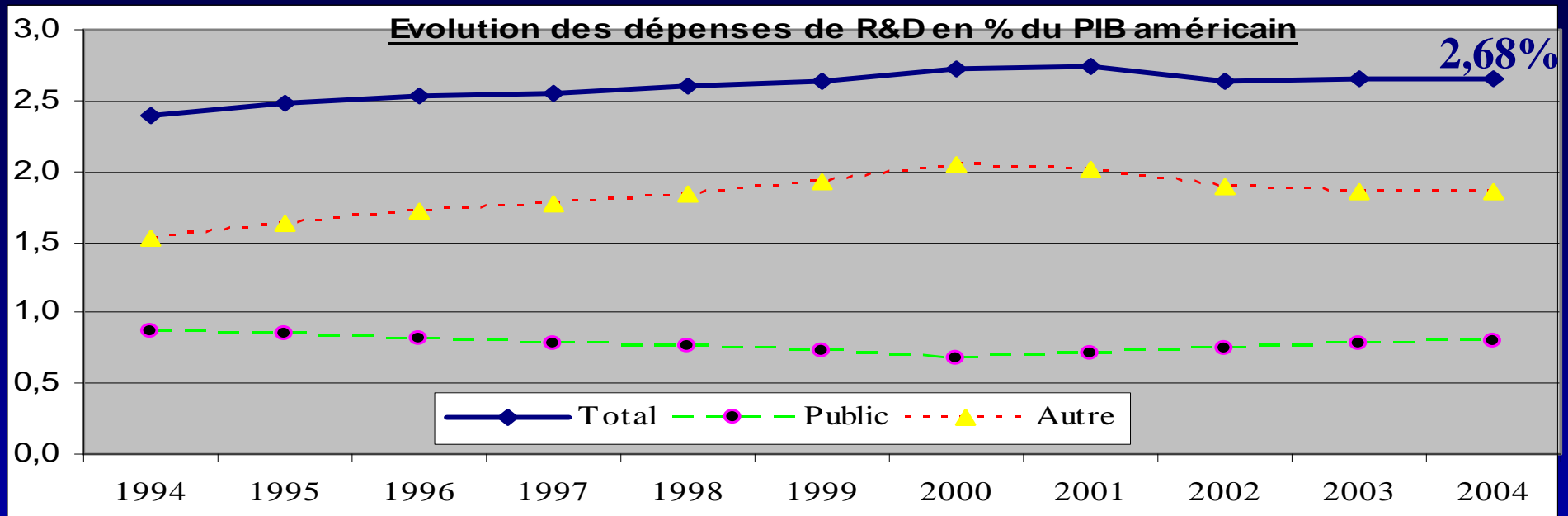


Évolution internationale de l'effort total de R&D



Δ annuel moyen de la R&D 2001-05 : Japon 2%, USA 1,7%, UE-15 1,4%, France 0,6%

La R&D aux États-unis, vecteur d'innovation et de productivité



III- 2. Les défis micro-économiques:

- un **coût** du travail élevé
et un **volume** de travail réduit

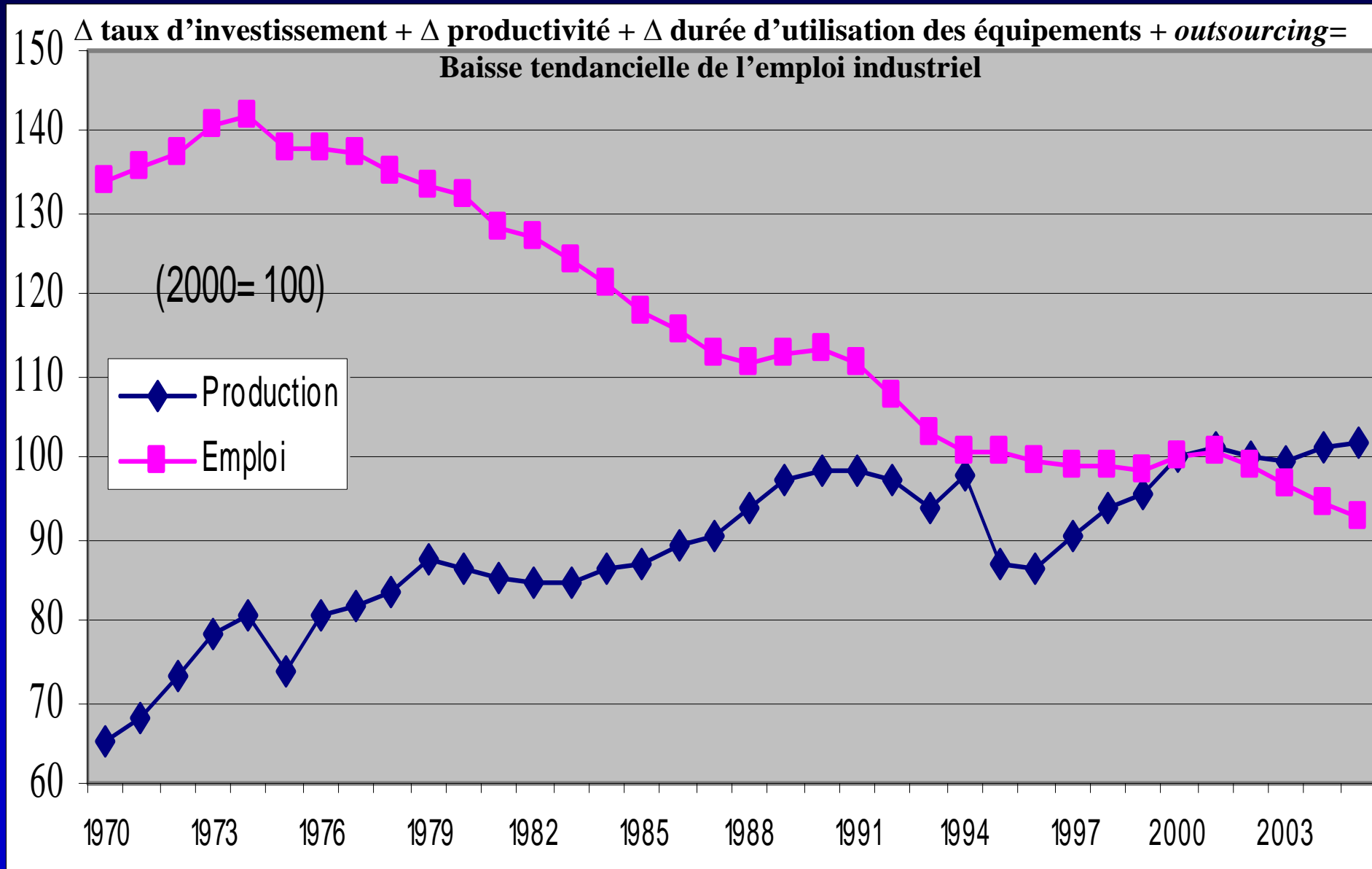


Industrie et emploi industriel

- ☞ La **VA de l'industrie** augmente régulièrement tout comme celle de l'investissement industriel et des IDE, et sa part dans le PIB se stabilise depuis 1978 aux environs de **20%**; elle contribue pour un tiers des investissements et pour les $\frac{3}{4}$ des exportations ...
- ☞ bien que (1) la croissance de la production industrielle soit très faible (1,2%/an du fait du recul du secteur automobile), (2) la part de marché de la France diminue depuis 15 ans et (3) l'emploi industriel **direct** diminue: l'industrie française ne profite du dynamisme conjoncturel de l'économie européenne et mondiale
- ☞ Avec la croissance de la productivité, la part de l'industrie dans le PIB a été moins affectée que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total (textile, habillement, bois, métallurgie, et surtout en Île-de-France, Champagne-Ardenne, Picardie, Nord- Pas de Calais et Lorraine)
- ☞ Le recul des emplois industriels directs a été compensé par l'**externalisation** (intérim + transferts d'activités vers le tertiaire: services généraux, comptabilité, informatique, entretien et maintenance, logistique, recouvrement de créances, transport, gardiennage...). L'emploi industriel direct + services induits est stable à **30%** du total depuis 10 ans (5 millions dont 2,7 millions dans l'industrie même)



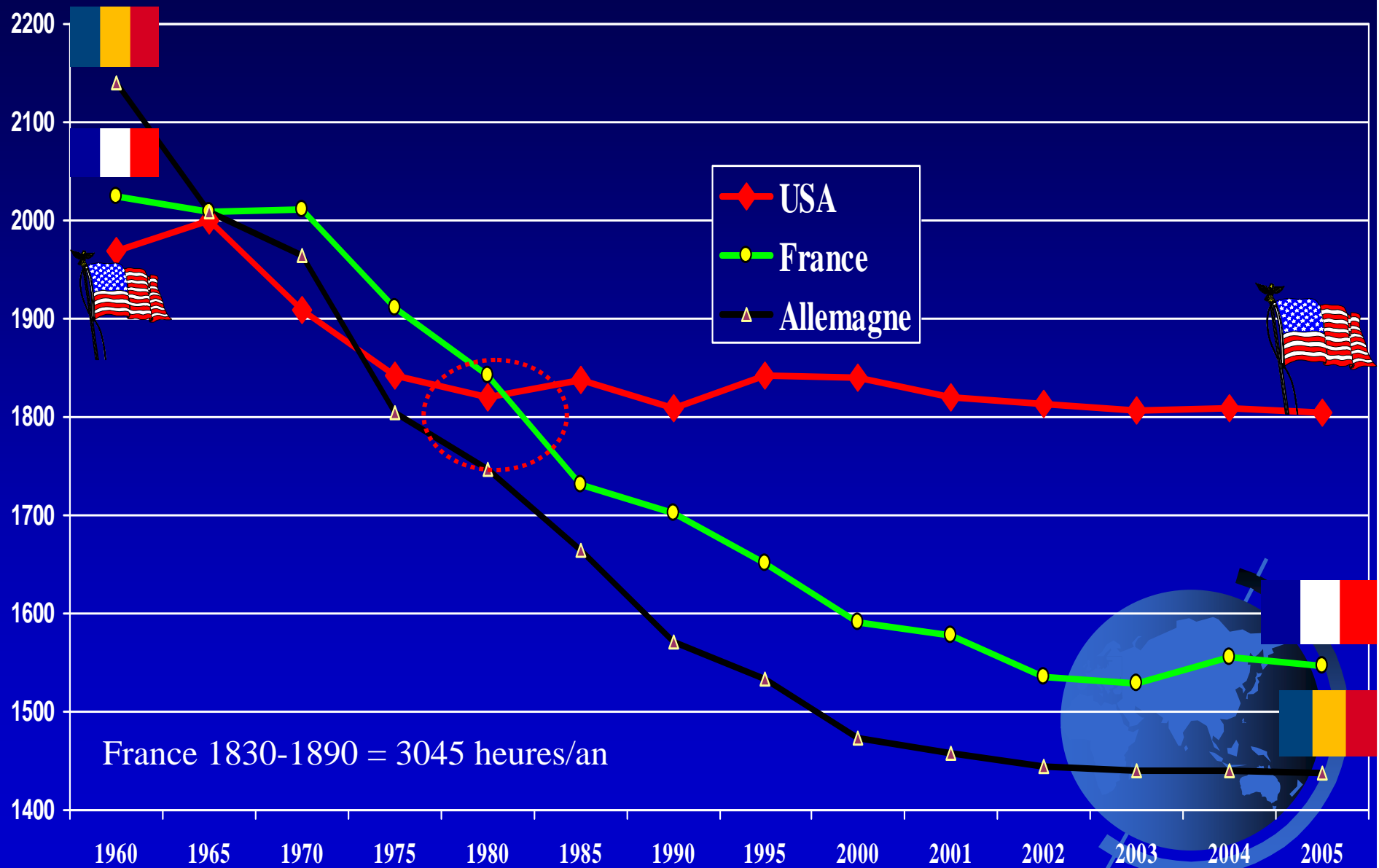
Production et Emploi industriels 1970-2005



Source: FMI/2007 données ajustées pour variations saisonnières

(c) Ceram-Global Finance Center

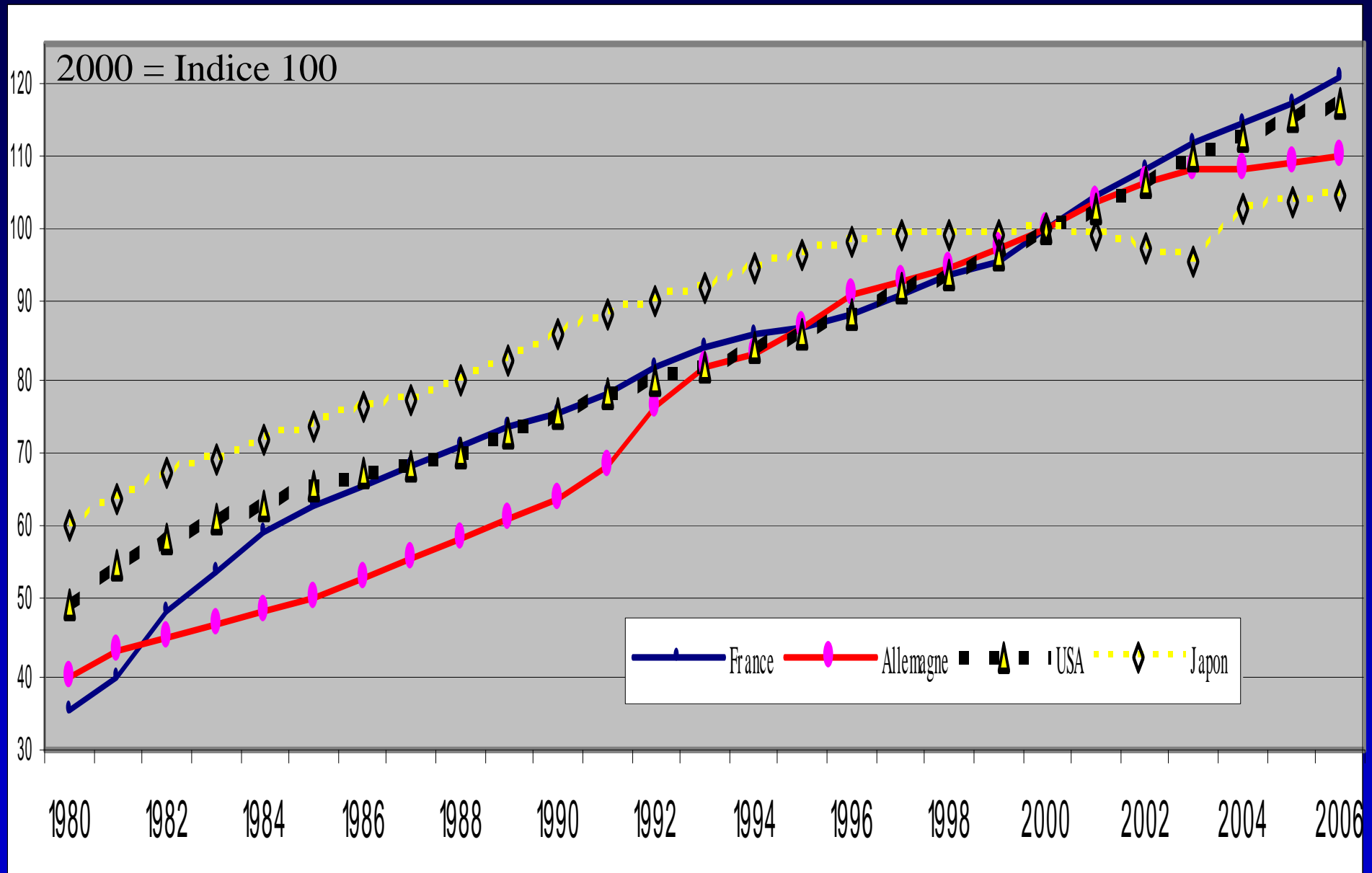
Moyenne des heures de travail par tête 1960-2005



Source: OCDE/2007

(c) Ceram-Global Finance Center

Évolution comparée du coût travail dans le secteur manufacturier



Rémunération mensuelle ouvrier/ingénieur en Asie (€)

	Hanoi/ Saigon	Guangzhou/ Shanghai	Singapour	Bangkok	Jakarta	Manilla	Kuala Lumpour	Delhi
Ouvrier	50/60	100	470	180	65	230	340	70
Ingénieur	170/200	400	1315	450	200	350	670	570

Écart de rémunération Asie/Europe

	Hanoi/ Saigon	Guangzhou/ Shanghai	Singapour	Bangkok	Jakarta	Manilla	Kuala Lumpour	Delhi
Ouvrier	21	13	3	8	21	6	4	20
Ingénieur	17	8	2,6	8	18	10	5	6

Les mutations industrielles imposées par la globalisation

- Non pas **désindustrialisation...** mais **tertiarisation et mutations industrielles** liées à la **concurrence internationale** et à l'adaptation permanente que requiert la **course à l'innovation**
- **Au total, 2,62 millions d'entreprises, dont 95% sont des PME < 250 salariés, et dont 58% avec 0 salarié.**
- **La moitié de l'effort de R&D est réalisé par les 13 premiers groupes français**
- **233000 nouvelles entreprises créées en 2007, 7% de la population existante, et taux de survie de 51% après 4 ans (contre 61% aux USA)**

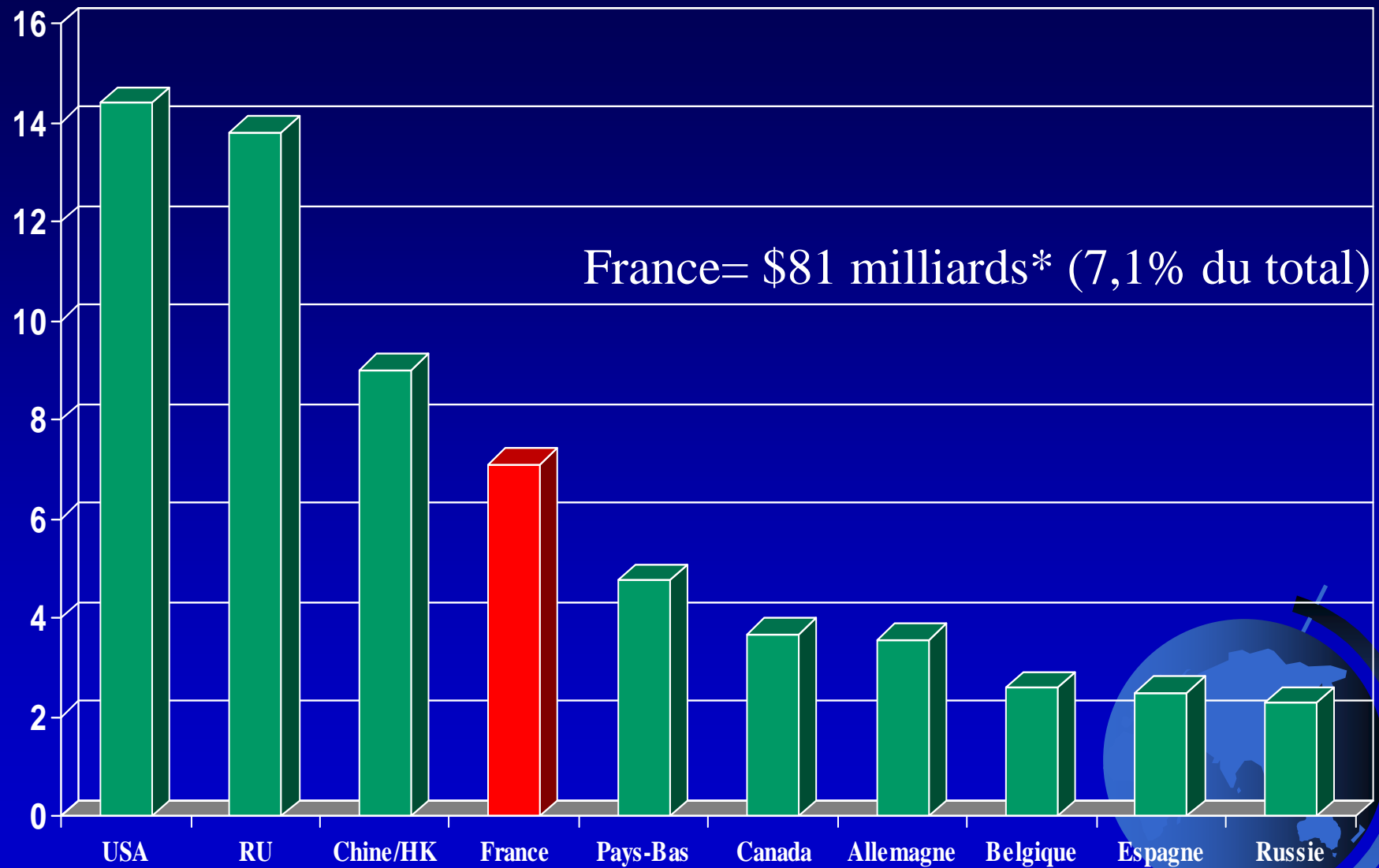


IV- L'attractivité de la France dans l'économie mondiale

- ➔ + La France est un pays très attractif pour les flux de capitaux internationaux, y compris IDE (n° 4 mondial)
- ➔ - Mais pour chaque € d'IDE entrant, la France exporte presque €2 sortants



Les IDE dans le monde en % du total



Source: CNUCED/2006 Total= \$1230 milliards

* IDE In = \$81 milliards, et IDE Out= \$115 milliards (OCDE et BDF)
(c) Ceram-Global Finance Center

Le *Top Ten* des pays européens les plus attractifs pour les IDE

Classement 2005	Pays	Nombre de projets en 2005	Part de marché 2005 (%)	Part de marché 2004 (%)
1	Royaume-Uni	559	18,2%	19,5%
2	France	538	17,5%	17,0%
3	Allemagne	181	5,9%	5,7%
4	Pologne	180	5,9%	5,1%
4	Belgique	180	5,9%	3,7%
6	Espagne	147	4,8%	4,2%
7	Rép. tchèque	116	3,8%	3,9%
8	Hongrie	115	3,8%	4,8%
9	Russie	111	3,6%	4,0%
10	Suède	96	3,1%	3,4%

SOURCE: Ernst & Young 2006

(c) Ceram-Global Finance Center

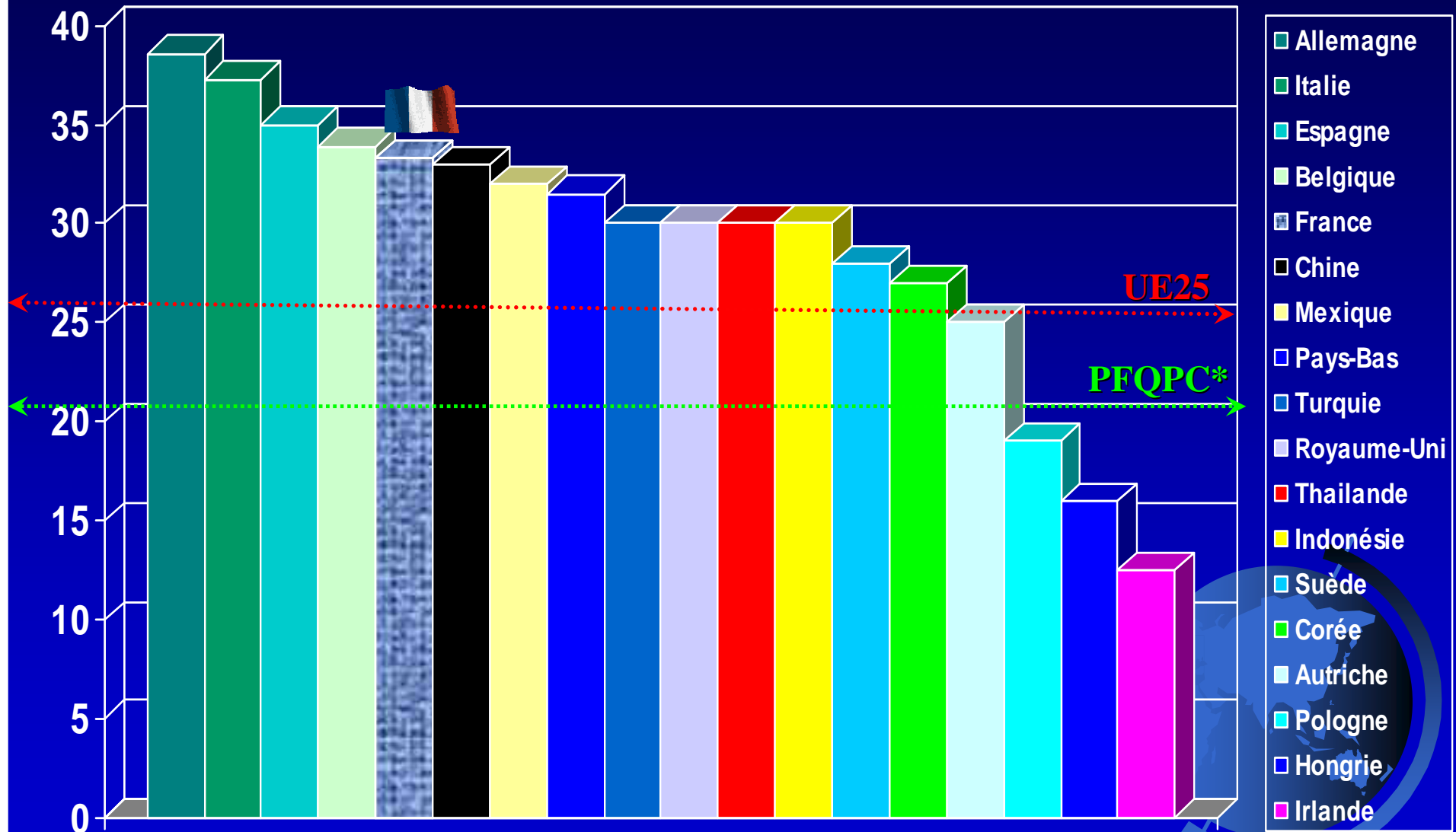
Attractivité de la France:

Points forts

Points faibles

INDICATEUR	RANG FRANCE ÉDITION 2006	RANG ÉDITION 2005*	LEADERS PARMIS 10 PAYS DE RÉFÉRENCE ¹
Trains : lignes à grande vitesse (km par million d'habitants, 2005)	1	1	France, Espagne
Facilité de création d'une nouvelle entreprise (durée en jours)	2	2	États-Unis, France
Fiscalité des personnes : taux effectif moyen d'imposition des hauts revenus (2005, cas d'un célibataire sans enfant)	2	2	Royaume-Uni, France
Productivité par personne employée (moyenne 2002-2005, base 100 Union à 25)	3	3	États-Unis, Belgique
Démographie : croissance de la population (1995-2005, 100 : 1995)	4	4	États-Unis, Espagne
Fiscalité des personnes : imposition des impatriés (revenu 2005)	4	4	Royaume-Uni, Pays-Bas
Dépenses de R&D / PIB (moyenne 2002-2004)	4	5	Japon, États-Unis
Capital-investissement (% du PIB, moyenne 2003-2004)	4	5	États-Unis, Royaume-Uni
Transport aérien : nombre de passagers-kilomètres transportés par habitant (2004)	5	4	Pays-Bas, États-Unis
Potentiel marchand-proximité aux marchés (Indice de l'importance des marchés domestiques et environnants pondérés par leur accessibilité depuis le pays considéré ³).	5	5	Pays-Bas, Belgique
Croissance de l'investissement des entreprises sur longue période (1992-2005, moyenne annuelle en %)	5	5	États-Unis, Espagne
Compétences linguistiques (proportion cumulée des habitants qui parlent au moins une des trois langues européennes étrangères les plus pratiquées dans le pays, 2005)	5	5	Pays-Bas, Belgique
Pourcentage des 25/34 ans ayant atteint un niveau d'éducation supérieure (2003)	5	5	Japon, Belgique
Fiscalité des entreprises : taux effectif moyen d'imposition (législation 2005, y compris fiscalité locale)	5/9 ⁴	ns	Royaume-Uni, Pays-Bas
Coût horaire du travail ouvrier (2004, coût États-Unis = 100)	6	4	Pologne, Espagne
Internet haut-débit : nombre d'abonnés ADSL et câble pour 100 habitants (décembre 2005)	6	5	Pays-Bas, Belgique
Croissance du PIB sur longue période (1992-2005, taux annuel moyen)	7	8	Pologne, États-Unis
Climat social : nombre de jours de grève pour 1 000 employés (hors administrations publiques, moyenne 2000-2004)	8	8	Pologne, Japon
Souplesse de la réglementation du travail (opinion ⁵ , de 1 à 10, 2005)	9	9	États-Unis, Japon
Cotisations sociales en % des coûts de main-d'œuvre (2004, ouvrier moyen, salaire converti en PPA)	9	10	États-Unis, Royaume-Uni

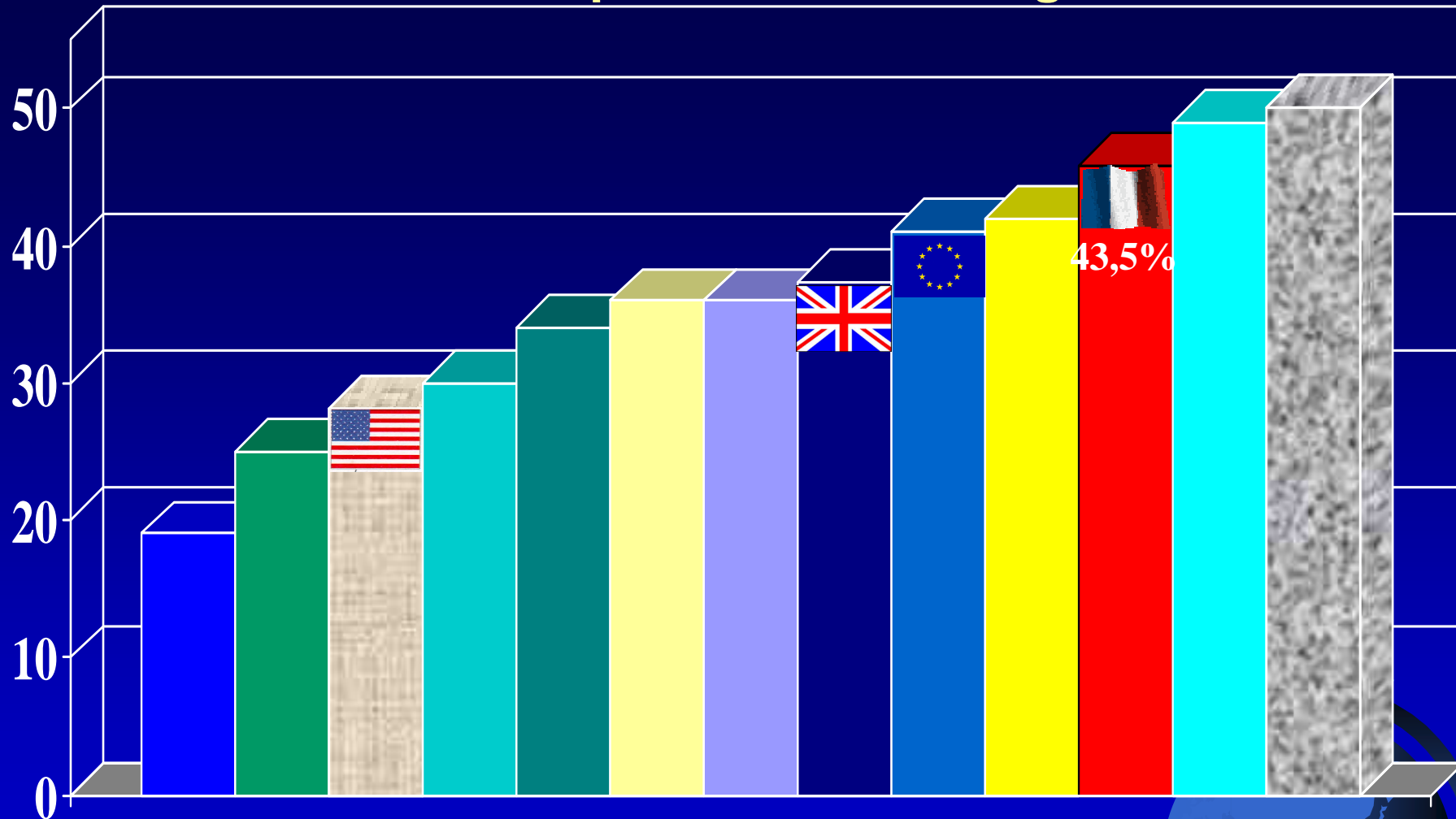
La France: territoire attractif en dépit de la concurrence fiscale (taux d'IS)



*Programme fiscal quinquennal du Président Chirac 5/1/07

(c) Ceram-Global Finance Center

Pression fiscale = prélèvements obligatoires/PIB

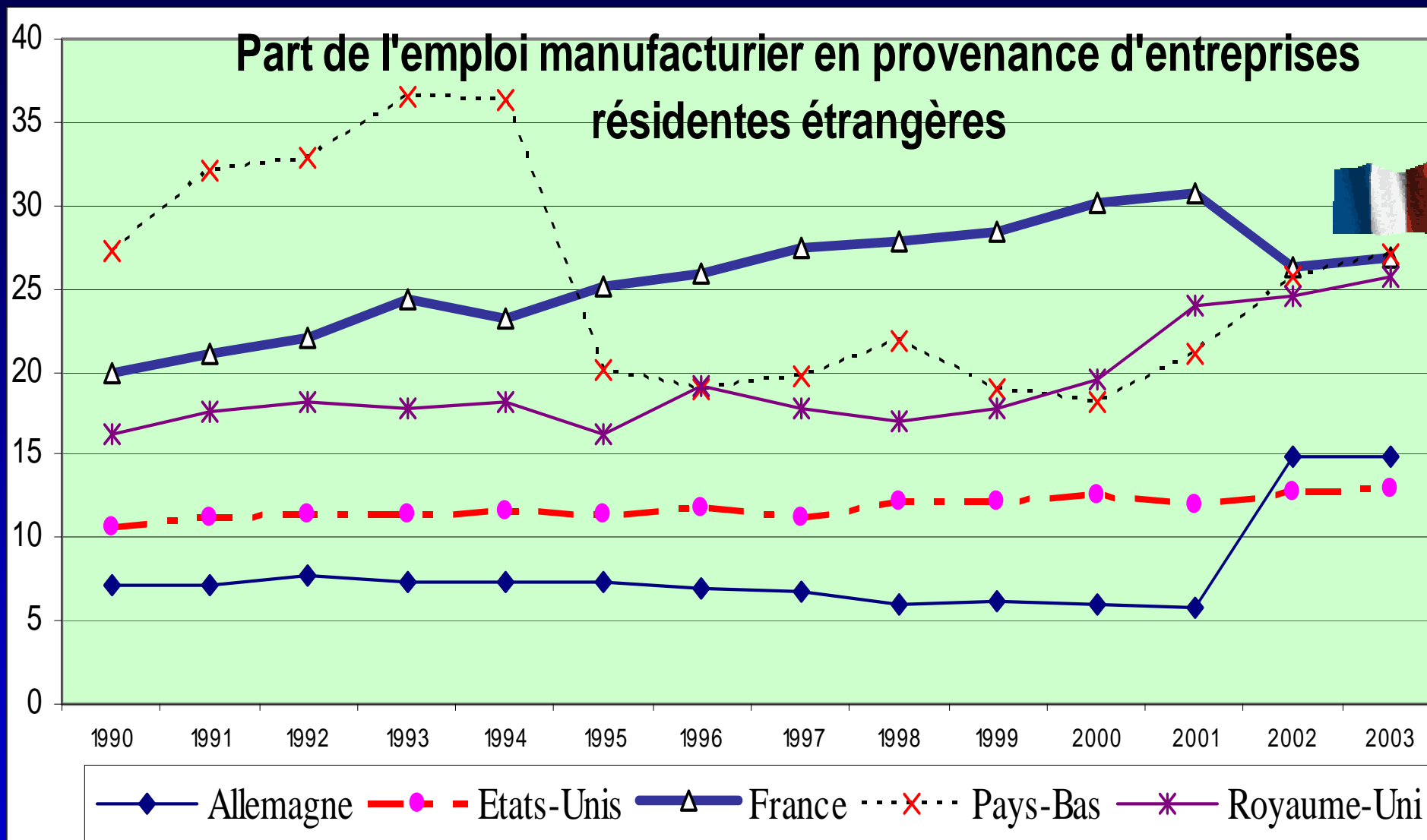


- Mexique
- Japon
- USA
- Irlande
- Pologne
- Espagne
- Allemagne
- RU
- UE25
- Italie
- France
- Danemark
- Suède

Le *Top Ten* des pays européens pour la création d'emplois liés aux IDE

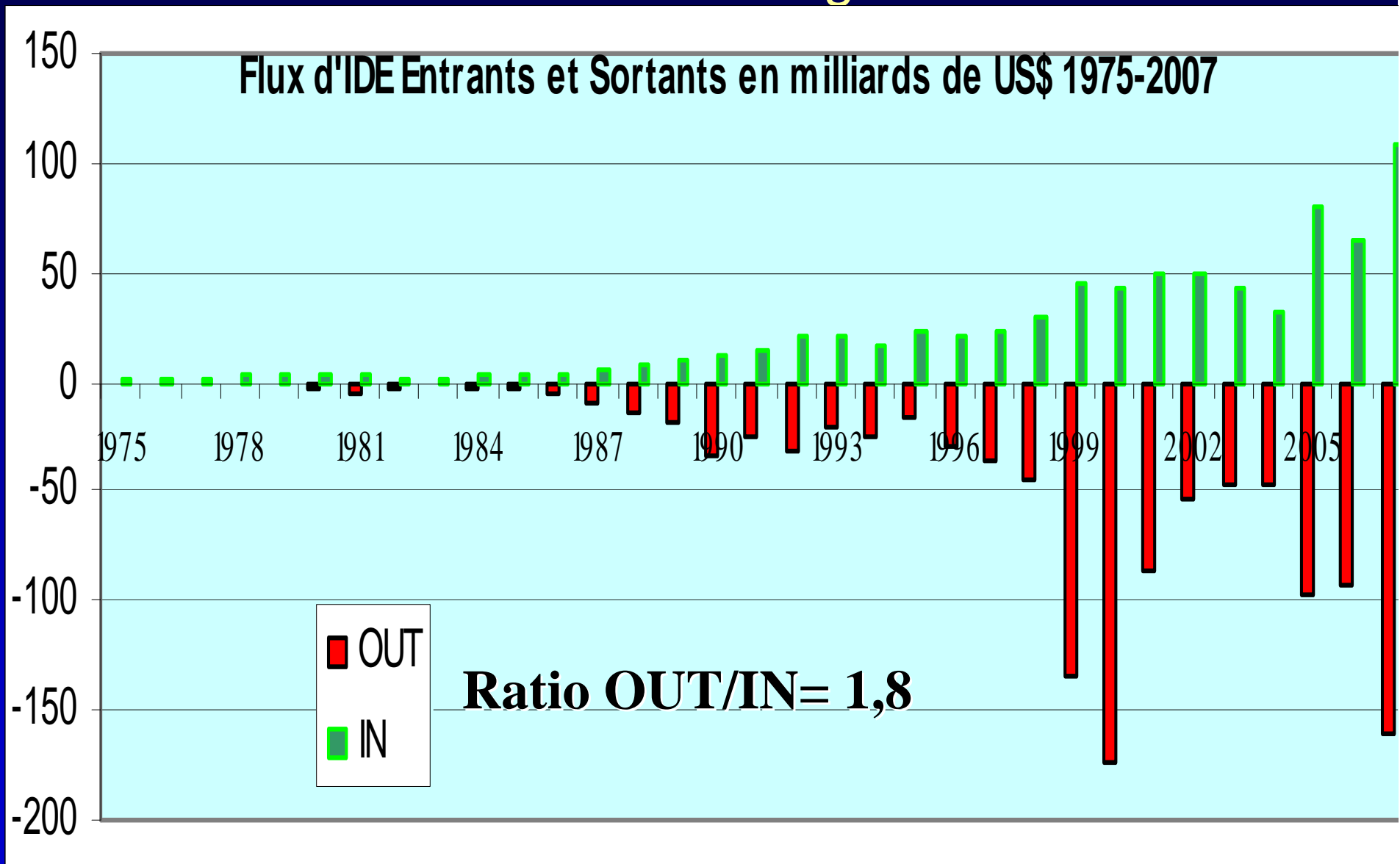
Classement 2005	Pays	Créations d'emplois en 2005*	Moyenne des emplois créés par projet en 2005*
1	Pologne	37 745	282
2	Royaume-Uni	27 462	63
3	France	20 497	42
4	République tchèque	16 438	171
5	Roumanie	12 395	310
6	Slovaquie	10 600	186
7	Hongrie	9 939	163
8	Allemagne	8 964	95
9	Espagne	7 064	72
10	Russie	6 632	237
	Moyenne européenne		95

IDE entrants, entreprises résidentes étrangères et emploi

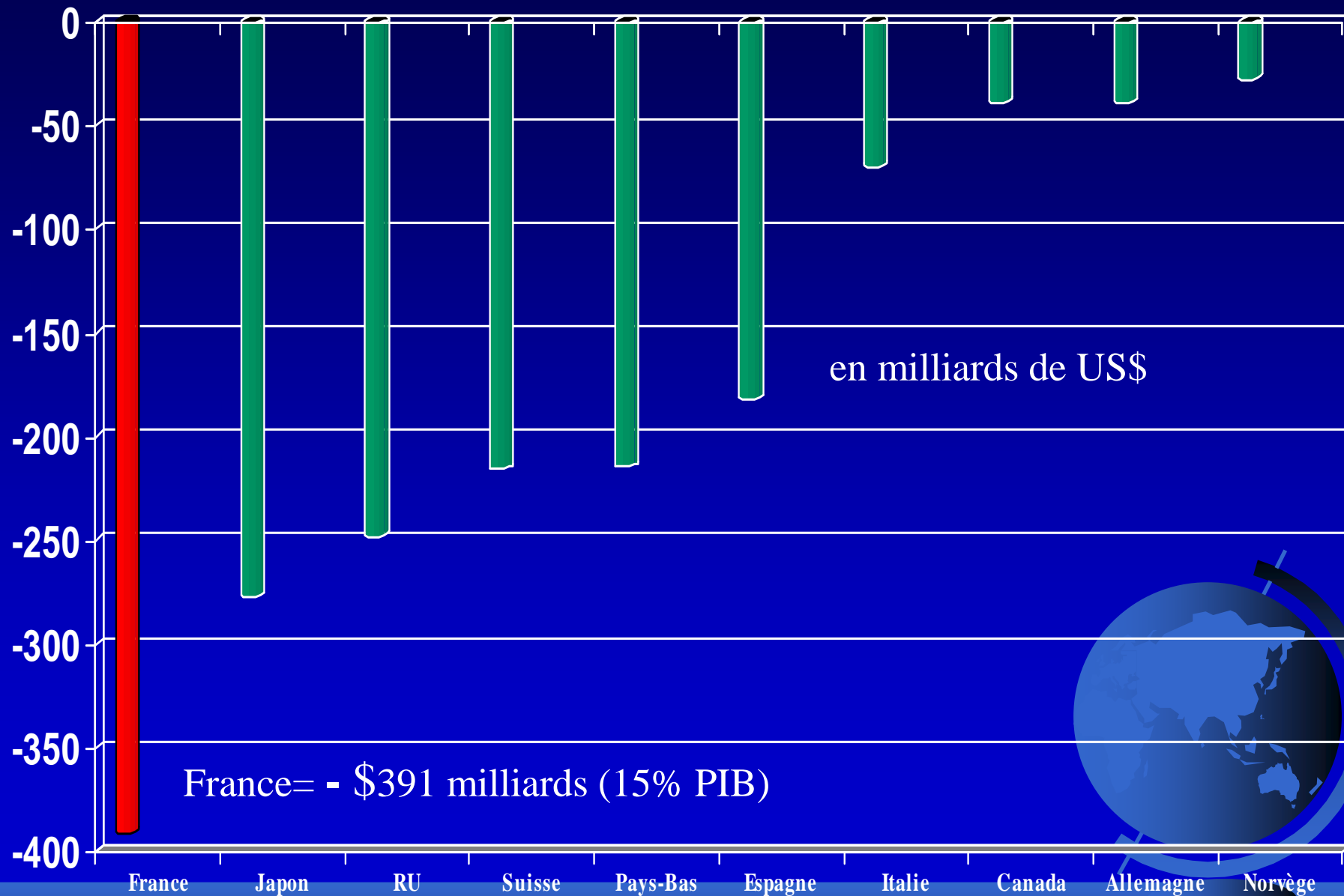


Destruction créatrice? Les suppressions d'emplois par délocalisations détruisent 15,000 emplois/an tandis que les créations d'emplois par IDE génèrent 40,000 emplois

L'attractivité du marché mondial pour les IDE français: des flux nets négatifs



Flux négatifs nets d'IDE cumulés 1997-2006



Source: FMI/2007

(c) Ceram-Global Finance Center

Délocalisations et pertes d'emplois en Europe

Table 7 Total job loss and job loss due to offshoring announced in the ERM, by country, 2005

Total job loss		Offshoring job loss		Offshoring as % of total	
UK	200,706	Germany	7,765	Portugal	54.7
Germany	108,233	UK	6,764	Austria	29.6
France	45,405	Portugal	2,448	Denmark	28.8
Poland	27,117	France	2,080	Slovakia	25.2
Netherlands	22,111	Slovenia	1,516	Slovenia	24.0
Sweden	16,691	Denmark	1,505	Ireland	23.6
Czech Republic	14,949	Ireland	1,345	Finland	15.9
Spain	13,963	Italy	1,171	Italy	15.7
Hungary	10,960	Finland	1,153	Belgium	10.9
Italy	7,467	Sweden	904	Germany	7.2
Finland	7,240	Hungary	620	Hungary	5.7
Slovenia	6,327	Poland	610	Sweden	5.4
Ireland	5,697	Slovakia	600	France	4.6
Belgium	5,266	Belgium	576	UK	3.4
Denmark	5,234	Austria	505	Spain	2.3
Portugal	4,478	Spain	320	Poland	2.2
Lithuania	3,398	Netherlands	160	Czech Republic	0.9
Slovakia	2,383	Czech Republic	130	Netherlands	0.7

Délocalisations, désindustrialisation et pertes d'emplois?

- ☞ IDE « in » créent des emplois et s'accompagnent de transferts de technologie, avec impact positif sur R&D et sur la productivité
- ☞ Au total, 1 salarié sur 7 travaille pour une filiale de groupe étranger (plus qu'en Allemagne, RU ou Pays-Bas!)

- ☞ Deux types de IDE « out » : (1) par sous-traitance pour ré-importation en France et (2) par stratégie d'accompagnement de l'expansion de marchés locaux
- IDE « out » contribuent au dynamisme de l'investissement et de l'emploi en France (hors chimie & raffinage)
- IDE « out » contribuent à l'élévation du niveau de vie dans les pays émergents et à une demande de produits français: €1 investi à l'étranger améliore la balance commerciale de la France de 0,35 € (CEPII et Datar 2004)
- Enjeu: Mutations industrielles avec création de nouveaux bassins d'emplois à plus forte technicité





4. Conclusion

La **France** face aux agences de notation:
la dictature des classements

Les agences de notation en 2007 (classement de la dette à LT en devises)

- ☞ S&P = AAA (warning in 11/2005 due to “excessive public debt”)
- ☞ Moody’s = AAA (warning in 12/2005)
- ☞ FITCH = AAA « stable outlook »
- ☞ OCDE = 0 (High income OECD country)
- ☞ COFACE = A1
- ☞ Transparency International 2007= 19°



Moody's « Special comment »

- ☞ Contexte de rumeurs de baisse de la note de crédit souverain de la France: « le *Aaa n'est pas menacé, malgré...* »:
- 1. Croissance économique modeste, déficit budgétaire, chômage élevé, et tensions socio-politiques
- 2. Effet de ciseaux entre dette publique en hausse et réduction des actifs par privatisation
- 3. Nécessité d'une stabilisation des dépenses publiques en volume, y compris sécurité sociale et finances locales
- 4. Urgence de réformes structurelles et institutionnelles afin de préserver une compétitivité menacée



Coface – Évaluation des risques 2007

- Toujours soutenue par la demande intérieure, la **croissance** se redresse à la faveur du rétablissement des exportations, grâce à une demande européenne plus dynamique
- La **consommation** des ménages reste portée par un crédit abondant et bon marché, une progression des emplois aidés, et la baisse des prix des produits importés
- La contribution des **échanges extérieurs** à la croissance reste négative en raison de l'augmentation des importations induites par les dépenses des ménages
- En 2007, **ralentissement** conjoncturel et détérioration des comportements de paiement des entreprises (concurrence + facture énergétique + matières premières)
- **Secteurs fragiles**: transformation du plastique, sous-traitance automobile, meuble, transport routier, textile, et distribution de matériel informatique



World Bank: *Doing Business in 2008*

1. Singapour
2. Nouvelle Zélande
3. USA
4. Canada
5. HK
6. RU
7. Norvège
8. Danemark
9. Australie
10. Norvège
11. Irlande
12. Japon
34. Arménie
- 31. France** (44 en 2006)
175. RDC

Classement de 178 pays (cadre réglementaire et de l'environnement des affaires sur la base de 10 indicateurs)



La qualité de l'environnement entrepreneurial (Banque Mondiale)

FRANCE #6 TOP REFORMER

OECD: High Income

High income

Starting a business (rank)	12
Procedures (number)	7
Time (days)	8
Cost (% of income per capita)	1.1
Minimum capital (% of income per capita)	0.0

Dealing with licenses (rank)	26
Procedures (number)	10
Time (days)	155
Cost (% of income per capita)	75.0

Employing workers (rank)	134
Difficulty of hiring index (0-100)	67
Rigidity of hours index (0-100)	60
Difficulty of firing index (0-100)	40
Rigidity of employment index (0-100)	56
Nonwage labor cost (% of salary)	47
Firing cost (weeks of salary)	32

Registering property (rank)	160
Procedures (number)	9
Time (days)	183
Cost (% of property value)	6.8

Getting credit (rank)	48
Strength of legal rights index (0-10)	5
Depth of credit information index (0-6)	4
Public registry coverage (% of adults)	12.3
Private bureau coverage (% of adults)	0.0

Ease of doing business (rank)	35
GNI per capita (US\$)	34,810
Population (millions)	60.7

Protecting investors (rank)	60
Extent of disclosure index (0-10)	10
Extent of director liability index (0-10)	1
Ease of shareholder suits index (0-10)	5
Strength of investor protection index (0-10)	5.3

Paying taxes (rank)	91
Payments (number per year)	33
Time (hours per year)	128
Total tax rate (% of profit)	68.2

Trading across borders (rank)	26
Documents to export (number)	4
Time to export (days)	15
Cost to export (US\$ per container)	886
Documents to import (number)	5
Time to import (days)	15
Cost to import (US\$ per container)	886

Enforcing contracts (rank)	19
Procedures (number)	21
Time (days)	331
Cost (% of claim)	11.8

Closing a business (rank)	32
Time (years)	1.9
Cost (% of estate)	9
Recovery rate (cents on the dollar)	48.0

WEF Indice global de compétitivité 2007-2008

1. USA
2. Suisse
3. Danemark
4. Suède
5. Allemagne
6. Finlande
7. Singapour
8. Japon
9. Royaume-Uni
10. Pays-Bas
11. Corée
12. Hong-Kong
13. Canada
14. Taiwan
15. Autriche
16. Norvège
17. Israël
18. **France** (2005= 12^e)

- Chili= 26
- Thaïlande= 28
- Espagne= 29
- Chine= 34
- Italie= 46
- Inde= 48
- Mexique= 52
- Russie= 58
- Brésil= 72
- Roumanie= 74
- Argentine= 85
- Venezuela= 98
- Cameroun= 116
- Zimbabwe= 129

« La compétitivité est le produit d'un cadre macroéconomique stable adossé à des institutions et des infrastructures qui encouragent l'innovation et la productivité »

IMD Indice de compétitivité de la croissance en 2007

1. USA = 1/61
2. HongKong
3. Singapour
4. Islande
5. Danemark
6. Australie
7. Canada
8. Suisse
9. Luxembourg
10. Finlande
11. Irlande
12. Norvège

- Japon = 17
- Chine = 19 (2005 = 31)
- RU = 21
- Chili = 24
- Inde = 29
- Thaïlande = 32
- **France = 28** (2006= 30)
- Espagne = 36
- Corée = 38
- Russie = 54
- Argentine = 55
- Venezuela = 61

20 critères groupés en 5 facteurs: performance économique, efficacité de l'administration et des institutions, environnement entrepreneurial, et qualité des infrastructures

Heritage Foundation: Indice de liberté économique 2008

(161 pays, 10 critères économiques et institutionnels)

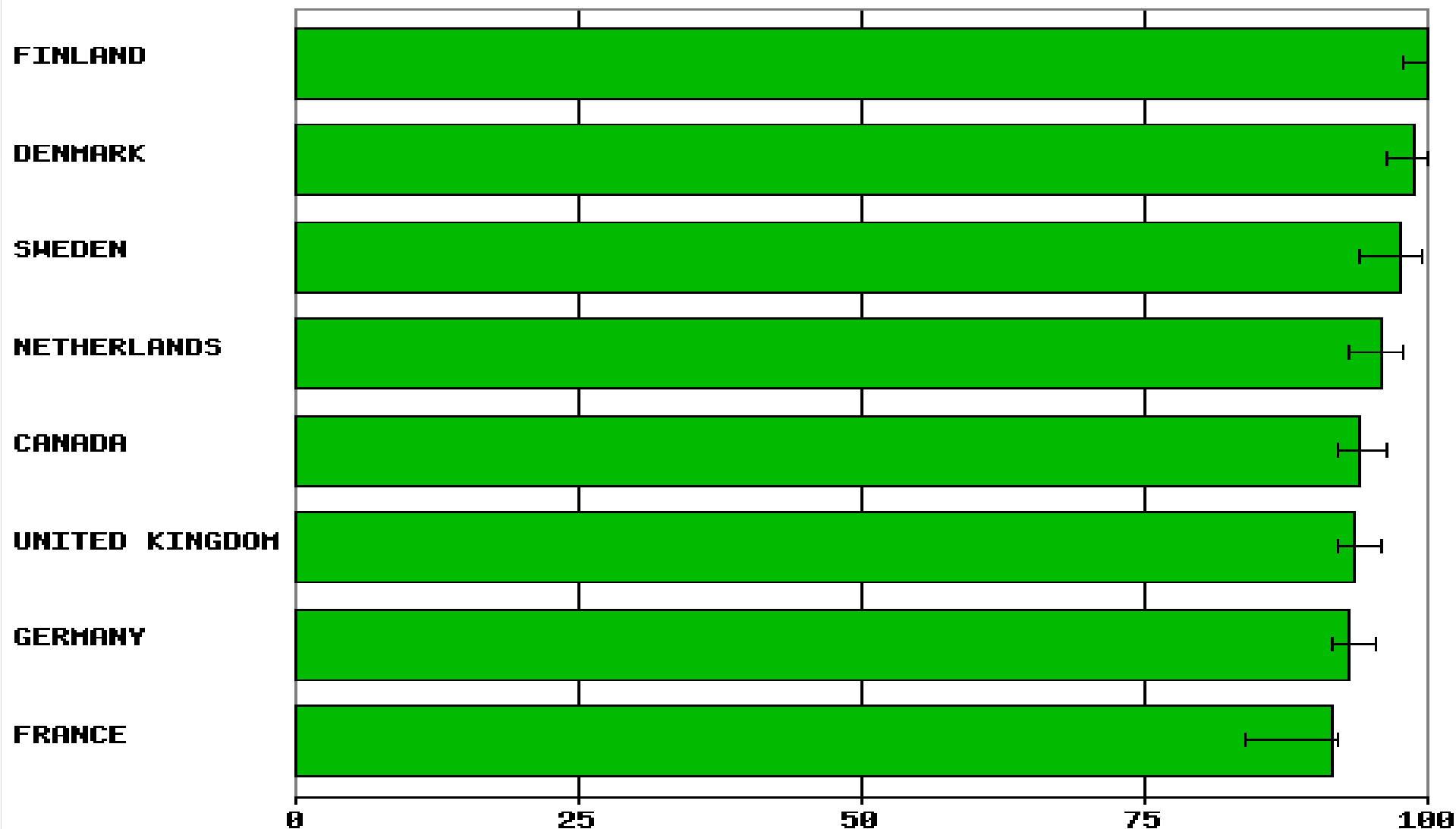
1. HongKong
2. Singapour
3. Irlande
4. Australie
5. USA
6. Nlle Zélande
7. Canada
8. Chili
9. Suisse
10. Royaume-Uni
11. Danemark
12. Estonie
13. Pays-Bas
17. Japon
23. Allemagne
27. Suède

- ☞ Corée = 41
- ☞ Mexique = 44
- ☞ **France = 48 (45 en 2007)**
- ☞ Ouganda = 52
- ☞ Thaïlande = 54
- ☞ Tunisie = 84
- ☞ Brésil = 101
- ☞ Argentine = 108
- ☞ Inde = 115
- ☞ Chine = 126
- ☞ Russie = 134
- ☞ Corée du nord = 157

France = Over-regulated labor market and overly intrusive state + statist political economy culture + protectionist trading stances + persistent obstacles to foreign takeovers of domestic companies + sluggish growth + persistently high unemployment rate + stubborn budget deficit

L'importance croissante de la **gouvernance** et sa mesure toujours plus affinée et méthodique

Control of Corruption (2006)



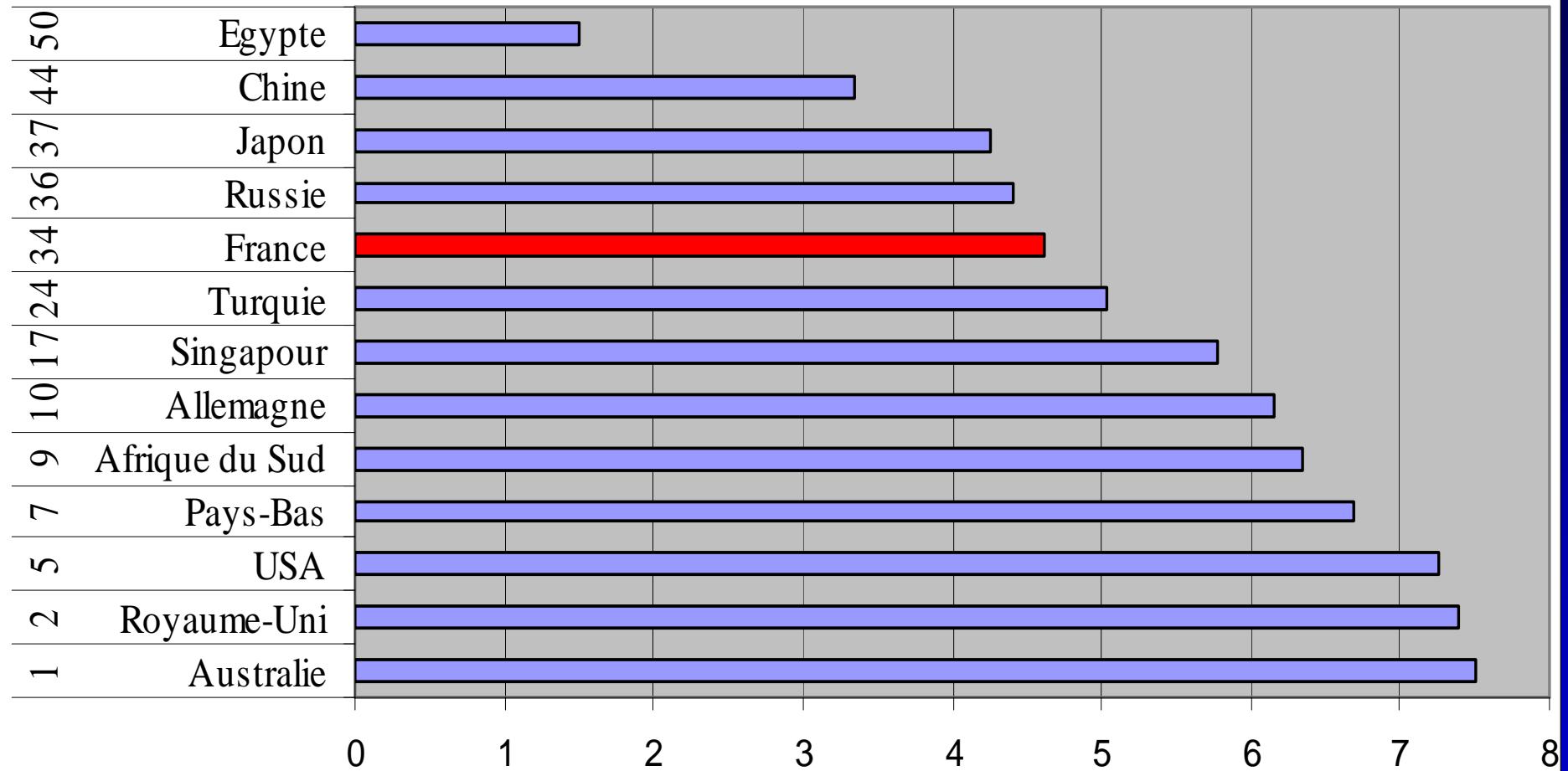
La mesure de la corruption CPI-2008

1	Denmark
1	Finland
1	New Zealand
4	Singapore
4	Sweden
6	Iceland
7	Netherlands
7	Switzerland
9	Canada
9	Norway
11	Australia
12	Luxembourg
12	United Kingdom
14	Hong Kong
15	Austria
16	Germany
17	Ireland
17	Japan
19	France
20	USA

162	Turkmenistan
162	Venezuela
168	Congo, Democratic Republic
168	Equatorial Guinea
168	Guinea
168	Laos
172	Afghanistan
172	Chad
172	Sudan
175	Tonga
175	Uzbekistan
177	Haiti
178	Iraq
179	Myanmar
179	Somalia

La mesure du gouvernement d'entreprise

Governance Metrics International (400 critères)



Capitalisme français: réseaux et connivence, manque d'indépendance des administrateurs, cumul présidence et DG, poursuites judiciaires pour motifs non financiers, prévalence des droits de vote double, corrélation faible performance/rémunération

Une mesure synthétique du développement durable?: l'Indice de développement humain du PNUD

Indicateur composite de « bien-être » =
 Σ PIB/tête + espérance de vie +
taux d'alphabétisation + niveau
de scolarisation

1. Iceland
 2. Norway
 3. Australia
 4. Canada
 5. Ireland
 6. Sweden
 7. Switzerland
 8. Japan
 9. Netherlands
 -  10. France
 11. Finland
 12. United States
 13. Spain
 14. Denmark
 15. Austria
 16. United Kingdom
 17. Belgium
 18. Luxembourg
 19. New Zealand
 20. Italy
- 

Les mutations industrielles imposées par la globalisation = R&D + innovation + territoires + Europe

☞ Double défi auquel la politique industrielle est confrontée:

1. Concurrence des pays émergents à faible coût de main d'œuvre
2. Concurrence dans les secteurs à forte intensité technologique

☞ **Défensif**: Fonds européen pour les victimes de la globalisation (€500 million/an) déclenché si >1000 chômeur/site): sollicitation par Gérard Larché pour le secteur automobile début 2007

☞ **Offensif**: **Stratégie DATAR 2004: Nouvelle politique industrielle basée sur les territoires, les réseaux d'entreprises, les pôles de compétitivité, la R&D et l'innovation avec maillage recherche-enseignement-formation-industrie au double niveau régional et européen**



Les « pôles de compétitivité » : vecteurs d'intégration dans la globalisation

- ➔ Stratégie européenne: croissance durable + compétitivité (Conseil de Lisbonne 03/2000, Conseil de Göteborg 06/2005, Objectif de Barcelone de 3% du PIB en R&D à l'horizon 2010)
- ➔ Initiative gouvernement 12/2002 et CIADT 09/2004: 66 pôles labellisés dont 16 pôles mondiaux ou à vocation mondiale
- ➔ Pourquoi? : relever le défi de la compétitivité face aux mutations économiques globales et face à la concurrence des pays émergents
- ➔ Comment? encourager la **recherche**, l'**innovation** et la **formation**, stimuler des **alliances** et créer des **synergies** optimales au sein d'un même territoire, entre entreprises, enseignants et chercheurs, avec l'appui d'outils publics d'incitation financière avec effet de levier (€1,5 milliard sur 3 ans de financement public de R&D)



Les atouts de la France dans la globalisation

Au coeur d'un des plus grands marchés du monde (480 millions)

Un rôle technologique leader dans plusieurs secteurs industriels

Des entreprises fortement implantées sur le marché mondial

« Le monde aime la France » : IDE et tourisme

Infrastructures de qualité

Un « savoir-faire » notoire

Une productivité élevée

Capacité d'innovation

L' « exception culturelle » comme facteur d'attractivité?



La France, n°1 de la qualité de la vie

Quality of Life =
 Σ Cost of Living
 + Leisure + Culture +
 Economy
 + Environment + Freedom
 + Health + Infrastructure
 + Risk + Safety + Climate

1	France
2	Switzerland
3	United States
4	Luxembourg
5	Germany
6	Australia
7	Italy
8	New Zealand
9	Spain
10	Netherlands
13	Argentina
15	Uruguay
16	Canada
17	Japan
36	Monaco
37	United Kingdom

48	Chile
49	South Africa
76	Tunisia
84	Morocco
91	China
92	Thailand
106	Peru
116	Russia
132	India
133	Korea, North
154	Myanmar (Burma)
157	Algeria
158	Iran
168	Nigeria
177	Zimbabwe
180	Cote d'Ivoire
181	Pakistan
194	Iraq

The « flat world »

☞ Dans un monde qui devient « plat », avec une dynamique d'échanges et de collaboration de plus en plus intense, l'écart s'accroît entre les cultures qui se donnent les moyens de s'adapter pour adopter cette dynamique, et celles qui la subissent



Thomas L. Friedman, *The World is Flat*/2006

(c) Ceram-Global Finance Center